

Cote du document:	EB 2008/93/R.26/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	11 f)
Date:	25 avril 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2007

Conseil d'administration — Quatre-vingt-treizième session
Rome, 24-25 avril 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Carlo M. Borghini

Contrôleur

téléphone: +39 06 5459 2791

courriel: c.borghini@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la décision suivante:

"En application de l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA, le Conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés du Fonds pour 2007 ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes y relatif et est convenu de les soumettre au Conseil des gouverneurs, à sa trente-deuxième session en février 2009, pour approbation."

États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2007

1. Le Conseil d'administration est invité à examiner les états financiers consolidés du FIDA (appendices A à J) en vue de les soumettre au Conseil des gouverneurs pour approbation, ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes y relatif.
2. Aux termes de l'article 6, section 11, de l'Accord portant création du FIDA, lesdits états financiers feront partie du Rapport annuel 2007 du FIDA. Comme les années précédentes, une note indiquera qu'ils ont été soumis par le Conseil d'administration au Conseil des gouverneurs, accompagnés d'une recommandation pour approbation.
3. Les états financiers consolidés relatifs à l'exercice 2007 doivent être examinés en détail lors de la réunion du Comité d'audit qui aura lieu en avril 2008. Le président du Comité présentera officiellement les conclusions de cette réunion au sujet desdits états financiers à la quatre-vingt-treizième session du Conseil d'administration.

Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement) (appendice A)

4. Il est fait les observations suivantes:
 - a) Le montant consolidé des liquidités et placements, y compris les sommes à recevoir et à payer au titre des placements, est passé de 2 504,6 millions de USD au 31 décembre 2006 à 2 775,0 millions de USD au 31 décembre 2007, grâce au rendement positif du portefeuille et aux gains de change.
 - b) L'encours des prêts, déduction faite de la provision cumulée pour dépréciation des prêts et de la provision cumulée au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), est passé de 2 971,7 millions de USD au 31 décembre 2006 à 3 426,0 millions de USD au 31 décembre 2007 (sur la base de la juste valeur).
 - c) Les contributions aux ressources ordinaires, déduction faite des provisions, sont passées de 4 957,9 millions de USD au 31 décembre 2006 à 5 279,8 millions de USD au 31 décembre 2007 (sur la base de la juste valeur).

État des recettes et des dépenses (chiffres consolidés et FIDA seulement) (appendice B) et état des dépenses d'exploitation (FIDA seulement) (appendice J)

5. Il est fait les observations suivantes:
 - a) Le produit des intérêts et commissions de service perçus sur les prêts s'est chiffré à 53,4 millions de USD en 2007, contre 47,1 millions de USD en 2006. Le Fonds ne comptabilise pas les intérêts et commissions de service dus et non réglés depuis plus de 180 jours. En 2007, ces sommes ont représenté 2,7 millions de USD (3,0 millions de USD en 2006).
 - b) Le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 155,2 millions de USD en 2007, contre 66,4 millions de USD en 2006 sur une base consolidée. Les charges directes imputées sur le produit des placements ont représenté 3,9 millions de USD en 2007 contre 4,1 millions de USD en 2006 sur une base consolidée.
 - c) Un état des dépenses d'exploitation du FIDA ventilées par source de financement principale est présenté à l'appendice J.

- d) L'ajustement opéré pour tenir compte des variations de la juste valeur, d'un montant de 59,0 millions de USD en 2007 (5,3 millions de USD en 2006) résulte du changement requis par la norme IAS 39.
- e) En 2007, la provision pour dépréciation de prêts figurant sur l'état des recettes et des dépenses a enregistré une augmentation de 3,1 millions de USD (diminution de 20,5 millions de USD en 2006).
- f) Le FIDA participe à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés depuis 1997. Comme il ressort de l'appendice I, le coût total cumulé des allègements de dette approuvés par le Conseil d'administration s'élevait à 494,7 millions de USD en valeur nominale au 31 décembre 2007, et le montant des allègements de dette consentis à cette date se chiffrait à quelque 125,9 millions de USD (principal) plus 44,0 millions de USD (intérêts).
- g) En 2007, un déficit comptable net de 8,4 millions de USD (5,0 millions de USD en 2006) a été enregistré au titre du plan d'assurance maladie après cessation de service, sur la base de la dernière évaluation actuarielle, faite au 31 décembre 2007. Ce déficit est réparti entre divers postes des dépenses d'exploitation.

État des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement) (appendice B1)

- 6. Ces états enregistrent les bénéfices non distribués provenant de l'excédent des recettes comptables sur les dépenses et des effets des variations de change. On notera que les bénéfices non distribués du FIDA sont intégralement engagés.

État consolidé des flux de trésorerie (appendice C)

- 7. L'appendice C présente un état détaillé des variations consolidées des liquidités et placements (à l'exclusion des placements détenus jusqu'à échéance). La quote-part du FIDA dans les liquidités et placements consolidés est d'environ 89%.

Notes relatives aux états financiers consolidés (appendice D)

- 8. Cet appendice contient d'autres informations relatives à la fois aux principes comptables et aux données sur lesquelles se fondent les principaux états financiers.

État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés (appendice D1)

- 9. L'appendice D1 présente les soldes non décaissés au titre des contributions complémentaires et supplémentaires versées par les États membres et provenant d'autres sources.

Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux (appendice E)

- 10. L'appendice E présente, pour information seulement, le bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux (DTS).

État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement) (appendice F)

- 11. Cet état présente tous les avoirs en monnaies librement convertibles qui peuvent être considérés comme des ressources disponibles pour engagement, conformément à la politique adoptée à la trente-quatrième session du Conseil d'administration. Il est à noter qu'en 2007, comme les années précédentes, le Fonds a recouru au pouvoir d'engagement anticipé (PEA), les ressources ordinaires n'étant pas suffisantes pour couvrir les engagements au titre des prêts et des dons. Le montant des engagements anticipés reporté est ainsi passé de 453,3 millions de USD au 31 décembre 2006 à 585,3 millions de USD au 31 décembre 2007. En

2007, le montant net utilisé au titre du PEA s'est élevé à quelque 132,0 millions de USD.

État des contributions (appendice G)

12. L'appendice G présente l'ensemble des contributions versées au titre des reconstitutions par les États membres et par des États non membres. Le détail des montants non réglés figure à l'appendice D (notes relatives aux états financiers consolidés). Le détail des contributions au titre de la septième reconstitution est indiqué séparément.

État des prêts (appendice H)

13. L'appendice H présente la position des emprunteurs du Fonds, pays par pays.

État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (appendice I)

14. Cet appendice présente le détail, pays par pays, des allègements de dette que le FIDA a consentis à ce jour ainsi que des allègements qu'il s'est engagé à accorder à l'avenir, conformément aux autorisations données par le Conseil d'administration. Les sommes sont exprimées en droits de tirage spéciaux et en dollar des États-Unis.

États financiers consolidés

pour l'exercice clos le 31 décembre 2007*

- Appendice A** Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)
- Appendice B** État des recettes et des dépenses (chiffres consolidés et FIDA seulement)
- Appendice B1** État des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement)
- Appendice C** État consolidé des flux de trésorerie
- Appendice D** Notes relatives aux états financiers consolidés
- Appendice D1** État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Rapport du Commissaire aux comptes

Information complémentaire

- Appendice E** Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux
- Appendice F** État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)
- Appendice G** État des contributions
- Appendice H** État des prêts
- Appendice H1** État des dons – FIDA seulement
- Appendice I** État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés
- Appendice J** État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)

Dans les présents états financiers, les codes utilisés pour les devises sont ceux de la norme internationale 4217 établie par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), à Genève, et le droit de tirage spécial (DTS). Les notes relatives aux états financiers consolidés (appendice D) font partie intégrante des états financiers.

* Tels que soumis pour approbation à la quatre-vingt-treizième session du Conseil d'administration, en avril 2008, lequel les soumettra ensuite à la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs pour approbation, conformément à l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA.

Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)

Aux 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

Actif	<i>Actif consolidé</i>		<i>FIDA seulement</i>	
	<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	437 753	197 177	264 530	156 720
Placements (note 4)	2 503 846	2 364 673	2 402 377	2 258 424
Billets à ordre à encaisser (note 5)	343 819	337 804	324 925	313 226
Contributions à recevoir (note 5)	377 988	366 658	334 878	319 892
Moins: provisions (note 6)	(168 485)	(169 360)	(168 485)	(169 360)
	553 322	535 102	491 318	463 758
Autres comptes débiteurs (note 7)	94 104	44 712	302 917	128 490
Encours des prêts (note 8 et appendice H)	3 580 767	3 210 750	3 580 767	3 210 750
Moins: provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 8a))	(56 569)	(55 608)	(56 569)	(55 608)
Moins: provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 10 b) et appendice I)	(98 186)	(183 404)	(98 186)	(183 404)
Encours net des prêts	3 426 012	2 971 738	3 426 012	2 971 738
Total actif	7 015 037	6 113 402	6 887 154	5 979 130
	<i>Passif consolidé</i>		<i>FIDA seulement</i>	
<i>Passif et fonds propres</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>
Comptes créditeurs et passif exigible (note 11)	325 417	168 980	341 182	169 215
Dons non décaissés	117 621	73 430	65 960	49 367
Recettes reportées (note 12)	160 758	103 320	93 396	5 223
Total passif	603 796	345 730	500 538	223 805
Fonds propres				
Contributions				
Ordinaires	5 259 496	4 937 561	5 259 496	4 937 561
Spéciales	20 348	20 348	20 348	20 348
Total contributions (appendice G)	5 279 844	4 957 909	5 279 844	4 957 909
Réserve générale	95 000	95 000	95 000	95 000
Bénéfices non distribués intégralement engagés	1 036 397	714 763	1 011 772	702 416
Total fonds propres	6 411 241	5 767 672	6 386 616	5 755 325
Total passif et fonds propres	7 015 037	6 113 402	6 887 154	5 979 130

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

État consolidé des recettes et des dépenses

Pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

	2007	2006 (après révision)
Recettes		
Produit des prêts (note 8)	53 444	47 081
Produit des liquidités et des placements (note 14)	155 190	66 379
Recettes provenant d'autres sources (note 15)	14 041	9 643
Contributions (note 16)	113 671	17 732
Recettes découlant des variations de change	243 437	249 548
Total des recettes	579 783	390 383
Dépenses d'exploitation (note 18)		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 19)	(73 693)	(63 133)
Dépenses administratives courantes	(34 912)	(28 291)
Consultants et autres dépenses hors personnel	(27 859)	(29 384)
Institutions coopérantes	(12 183)	(8 133)
Frais financiers directs (banques et placements) (note 20)	(3 515)	(3 626)
Sous-total	(152 162)	(132 567)
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 21)	(58 997)	(5 281)
Provision pour dépréciation des prêts (note 8 a))	3 126	(20 488)
Dépenses au titre de l'Initiative PPTE (note 10)	119 304	(28 859)
Dons	(164 406)	(36 010)
Provision pour assurance maladie après cessation de service (note 19 c))	(5 014)	(1 908)
Total des dépenses d'exploitation	(258 149)	(225 113)
Virement aux bénéfices non distribués	321 634	165 270

État des recettes et des dépenses (FIDA seulement)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

	2007	2006 (après révision)
Recettes		
Produit des prêts (note 8)	53 444	47 081
Produit des liquidités et des placements (note 14)	146 432	61 975
Recettes provenant d'autres sources (note 15)	17 026	11 627
Recettes découlant des variations de change	236 586	247 420
Total des recettes	453 488	368 103
Dépenses d'exploitation (note 18)		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 19)	(70 353)	(59 419)
Dépenses administratives courantes	(30 652)	(25 627)
Consultants et autres dépenses hors personnel	(24 041)	(25 460)
Institutions coopérantes	(12 209)	(7 949)
Frais financiers directs (banques et placements) (note 20)	(3 445)	(3 559)
Sous-total	(140 700)	(122 014)
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 21)	(62 464)	(4 786)
Provision pour dépréciation des prêts (note 8 a))	3 126	(20 488)
Dépenses au titre de l'Initiative PPTE (note 10)	120 471	(27 776)
Dons	(59 551)	(29 660)
Provision pour assurance maladie après cessation de service (note 19 c))	(5 014)	(1 908)
Total des dépenses d'exploitation	(144 132)	(206 632)
Virement aux bénéfices non distribués	309 356	161 471

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

État consolidé des bénéfices non distribués

Pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2006	549 493
Total des recettes moins dépenses d'exploitation	165 270
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2006	714 763
Total des recettes moins dépenses d'exploitation	321 634
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2007	1 036 397

État des bénéfices non distribués (FIDA seulement)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2006	540 945
Total des recettes moins dépenses d'exploitation	161 471
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2006	702 416
Total des recettes moins dépenses d'exploitation	309 356
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2007	1 011 772

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

État consolidé des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

	2007	2006
Flux de trésorerie provenant des opérations du FIDA		
Intérêts sur prêts	51 501	44 556
Paiements au titre de l'Initiative PPTE – intérêts	(10 500)	(9 040)
Somme reçues/(payées) au titre des placements	251 546	(32 568)
Contributions autres que celles destinées aux reconstitutions	204 900	30 380
Autres sommes (payées)/reçues	(8 751)	20 582
Dépenses d'exploitation et autres paiements	(135 119)	(128 949)
Décaissements au titre de dons (FIDA)	(37 600)	(24 148)
Décaissements au titre de dons (non FIDA)	(74 606)	(11 534)
Flux nets de trésorerie dégagés par les activités d'exploitation	241 371	(110 721)
Activités d'investissement		
Décaissements de prêts	(399 134)	(387 525)
Remboursements de prêts – principal	175 075	148 513
Paiements au titre de l'Initiative PPTE – principal	(32 861)	(25 515)
Variation nette des placements détenus jusqu'à échéance	528	-
Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(256 392)	(264 527)
Activités de financement		
Contributions aux reconstitutions	294 372	197 599
Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités de financement	294 372	197 599
Effet des variations de change sur les liquidités et équivalents	85 939	82 287
Augmentation/(diminution) nette des liquidités et équivalents non soumis à restriction	365 290	(95 362)
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en début d'exercice	2 147 635	2 242 997
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en fin d'exercice	2 512 925	2 147 635
DONT:		
Liquidités non soumises à restriction	437 674	197 098
Placements non soumis à restriction, à l'exclusion des placements détenus jusqu'à échéance	2 075 251	1 950 537
Liquidités et équivalents en fin d'exercice	2 512 925	2 147 635

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

Notes relatives aux états financiers consolidés**NOTE 1****BRÈVE DESCRIPTION DU FONDS ET DE LA NATURE DE SES OPÉRATIONS**

Le Fonds international de développement agricole (ci-après dénommé le FIDA ou le Fonds) est une institution spécialisée des Nations Unies qui existe depuis le 30 novembre 1977, date à laquelle l'Accord portant création du FIDA est entré en vigueur, et qui a son siège à Rome (Italie). Le Fonds et ses opérations sont régis par cet accord.

Tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) peut devenir membre du Fonds. Celui-ci a pour ressources les contributions des États membres, les contributions spéciales provenant d'États non membres et d'autres sources, et le produit de ses opérations.

Le Fonds a pour objectif de mobiliser des ressources additionnelles qui devront essentiellement être affectées, à des conditions de faveur, au financement de projets expressément conçus pour améliorer les systèmes de production alimentaire, le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement. Le Fonds mobilise ressources et savoirs dans le cadre d'une coalition dynamique associant les ruraux pauvres, les gouvernements, les institutions financières et les organismes de développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, y compris des cofinanciers. Les financements provenant d'autres sources que les reconstitutions sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA.

NOTE 2**PRINCIPALES RÈGLES COMPTABLES**

Les principales règles comptables appliquées pour la préparation de ces états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, elles ont été régulièrement appliquées à tous les exercices pour lesquels des états financiers ont été présentés.

a) Principes de base

Les états financiers consolidés du Fonds sont établis conformément aux normes internationales d'information financière appelées normes IFRS et selon la méthode de calcul au coût historique, à l'exception des prêts et de certains comptes débiteurs et engagements qui sont comptabilisés sur la base de leur juste valeur et de leur coût amorti selon la méthode des taux d'intérêts effectifs. Des informations sont données séparément dans les comptes là où elles sont jugées présenter un intérêt pour le lecteur.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS exige que soient effectuées certaines estimations comptables essentielles. Elle suppose aussi que la direction fasse usage de jugement pour l'application des règles comptables. Les domaines dans lesquels l'exercice de ce jugement est plus poussé ou plus complexe ou dans lesquels les hypothèses et estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont indiqués dans la note 3.

En 2007, le FIDA a adopté la norme IFRS 7 "Instruments financiers: informations à fournir" ainsi que l'amendement complémentaire à la norme IAS 1 "Présentation des états financiers: informations sur le capital" qui introduisent de nouvelles règles concernant les informations à donner sur les instruments financiers. Ces nouvelles dispositions n'ont aucune incidence sur le classement et l'évaluation des instruments financiers des entités, ni sur les informations à fournir concernant les autres comptes créditeurs. Pour plus de détails, voir les notes 4 g), 5 d), 8 d) à f), 9 et 17.

b) Périmètre de consolidation

Les financements sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA. C'est pourquoi le Fonds établit des

comptes consolidés qui incluent les opérations et les soldes des entités suivantes:

- le Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA);
- d'autres fonds supplémentaires, notamment les dons d'assistance technique, les cofinancements, les financements obtenus pour le programme de cadres associés, les fonds supplémentaires thématiques et programmatiques, le Programme conjoint FIDA-Fonds belge de survie (PC-FBS) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM);
- le Fonds fiduciaire du FIDA au titre l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE);
- le Fonds fiduciaire du FIDA pour le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS).

Ces entités sont directement liées aux activités de base du FIDA et largement contrôlées par ce dernier. Les données les concernant sont donc consolidées dans les états financiers du FIDA pour donner une vue plus complète et plus claire de la situation. Toutes les opérations et tous les soldes constatés entre ces entités ont été éliminés. Des états financiers supplémentaires pour ces fonds peuvent être établis sur demande pour les donateurs qui en ont besoin.

À la différence des autres entités hébergées par le FIDA, le programme de travail du PC-FBS est préparé par le FIDA et arrêté chaque année avec l'accord du Gouvernement belge lors d'une réunion du comité directeur. Le PC-FBS est une entité complémentaire dont les opérations font partie des activités de base du FIDA.

Entités hébergées par le FIDA. Il existe d'autres entités que le FIDA héberge mais dont les opérations ne font pas partie de ses activités principales et ne sont donc pas incluses dans les comptes du FIDA. Il s'agit en l'occurrence de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (anciennement "Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté") et du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

c) Conversion des monnaies et variations de change

Les postes inclus dans les états financiers consolidés sont chiffrés dans la monnaie en usage dans l'environnement économique principal dans lequel s'exercent les activités de l'entité ("la monnaie fonctionnelle"). Dans le cas du FIDA, cette monnaie est le dollar des États-Unis. C'est donc en dollar des États-Unis que sont présentés ces états financiers consolidés du FIDA.

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle sur la base des taux de change en vigueur à la date de l'opération ou en fonction du taux de change applicable. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés dans l'état des recettes et des dépenses.

Les résultats et la situation financière des entités/fonds dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans cette dernière monnaie, comme suit:

- Les actifs et passifs de chaque bilan présenté sont convertis au taux de clôture.
- Les recettes et dépenses sont converties aux taux de change moyen.
- Toutes les différences de change qui en résultent sont comptabilisées comme éléments distincts des fonds propres.

d) Fonds propres

Ils comprennent les trois éléments suivants:

- i) **Contributions (fonds propres)**
- ii) **Réserve générale**
- iii) **Bénéfices non distribués**

i) Contributions (fonds propres)

a) Généralités

Les contributions que chaque Membre doit verser au Fonds sont payables à l'échéance en monnaies librement convertibles; toutefois, jusqu'à la fin de la période de la troisième reconstitution, les Membres de la catégorie III pouvaient verser leur contribution dans leur propre monnaie, qu'elle soit ou non librement convertible. Les contributions doivent être versées en espèces mais, dans la mesure où le Fonds n'a pas un besoin immédiat d'une partie de la contribution pour ses opérations, cette partie peut être versée sous forme de billets à ordre non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêt ou d'obligations payables à vue.

Une contribution destinée à la reconstitution des ressources du FIDA est comptabilisée intégralement comme actif et comme somme à recevoir lorsque le Membre concerné dépose son instrument de contribution. Les montants à recevoir des États membres au titre de leur contribution et autres sommes à recevoir, y compris les billets à ordre, sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur, conformément à la norme IAS 39.

b) Provisions

Les principes applicables aux provisions pour arriérés de contribution des États membres sont les suivants:

i) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 24 mois, il est constitué une provision égale à la valeur de tous les arriérés de contribution ou de tous les tirages non honorés sur l'encours du billet ou des billets à ordre en question.

ii) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 48 mois ou plus, il est constitué une provision égale à la valeur totale des contributions impayées du Membre concerné ou à la valeur totale du billet ou des billets à ordre souscrits par celui-ci pour la période de financement considérée (c'est-à-dire pour la période de reconstitution).

iii) La date de clôture de l'exercice sert actuellement de point de référence pour le calcul des délais de 24 et de 48 mois.

ii) Réserve générale

La Réserve générale, qui ne peut être utilisée qu'à des fins autorisées par le Conseil des gouverneurs, a été établie pour répondre à la nécessité de se prémunir contre le risque de surengagement des ressources du Fonds qui pourrait découler des fluctuations des taux de change, et contre les retards éventuels dans la perception par le Fonds des paiements au titre du service des prêts ou dans le recouvrement des sommes qui lui sont dues au titre du placement de ses avoirs liquides. L'intention est également de couvrir le risque de surengagement qui pourrait découler d'une diminution de la valeur des actifs du Fonds par suite de fluctuations de cours affectant ses placements.

Le niveau de la Réserve générale fait l'objet d'un examen tous les trois ans.

iii) Bénéfices non distribués

Les bénéfices non distribués représentent l'excédent des recettes sur les dépenses, sans compter les effets des variations de change. Le solde de ce poste est intégralement engagé pour des prêts et des dons. D'un point de vue opérationnel, il convient de se reporter à l'état des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement) (appendice F).

e) Prêts

i) Généralités

Les prêts du FIDA sont uniquement accordés à des pays en développement qui sont Membres du Fonds ou à des organisations intergouvernementales dont ces pays font partie. Dans ce dernier cas, le Fonds peut exiger des garanties gouvernementales ou autres. Un prêt entre en vigueur lorsque le FIDA a reçu de l'emprunteur un avis juridique satisfaisant et lorsque les autres conditions préalables éventuelles ont été remplies. Les décaissements peuvent commencer dès l'entrée en vigueur du prêt.

Tous les prêts du Fonds sont approuvés et leur remboursement, ainsi que le paiement des intérêts dont ils sont assortis, doivent être effectués dans la monnaie spécifiée dans l'accord de prêt, pour un montant équivalant à la somme due en DTS, calculé sur la base des taux appliqués par le Fonds monétaire international aux dates correspondantes. Les prêts approuvés sont décaissés en faveur des emprunteurs conformément aux dispositions de l'accord de prêt.

Actuellement, les conditions de prêt sont les suivantes:

"a) Les prêts consentis à des conditions particulièrement favorables seront exempts d'intérêts mais supporteront une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et comporteront un délai de remboursement de quarante (40) ans, différé d'amortissement de dix (10) ans compris; b) les prêts consentis à des conditions intermédiaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cinquante pour cent (50%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement de vingt (20) ans, différé d'amortissement de cinq (5) ans compris; c) les prêts consentis à des conditions ordinaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cent pour cent (100%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement allant de quinze (15) ans à dix-huit (18) ans, différé d'amortissement de trois (3) ans compris; d) aucune commission d'engagement ne sera prélevée sur les prêts."

ii) Prêts à des États non membres

À sa vingt et unième session en février 1998, le Conseil des gouverneurs a, dans sa résolution 107/XXI, approuvé l'établissement d'un fonds spécifiquement destiné à financer des prêts pour Gaza et la Cisjordanie (FGC). Il a été à cet effet dérogé à l'application de l'article 7, section 1 b), de l'Accord portant création du FIDA. L'aide financière, y compris sous forme de prêts, est transférée au FGC par décision du Conseil d'administration, et son remboursement, le cas échéant, est imputé directement aux ressources ordinaires du FIDA.

iii) Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE)

a) Historique de l'Initiative PPTE

Le FIDA participe à l'Initiative – initiale et renforcée – du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés dans le cadre de sa politique générale en matière de partenariats avec des pays susceptibles d'avoir des arriérés à l'égard du FIDA en raison du poids du service de leur dette. Plus précisément, le FIDA accorde des allègements de dette en annulant, au profit des pays qui remplissent les conditions requises, une fraction de leurs obligations au titre du service de la dette, à mesure que celles-ci deviennent exigibles.

En 1998, le FIDA a établi un fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE. Ce fonds reçoit du FIDA et d'autres sources des ressources spécifiquement destinées à compenser la diminution convenue au titre de l'Initiative PPTE des remboursements au(x) compte(s) de prêt. Les montants correspondant aux obligations annulées au titre du service de la dette doivent être remboursés au fur et à mesure par le fonds fiduciaire (c'est-à-dire au moment où lesdites obligations arrivent à échéance), dans la limite des ressources disponibles.

b) Impact de l'Initiative PPTE

Le Conseil d'administration approuve chaque allègement de dette consenti à un pays en valeur actuelle nette et la fraction de principal correspondant à cet allègement, estimée en valeur nominale, est ensuite inscrite au poste Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE et comptabilisée en charge au poste Dépenses au titre de l'Initiative PPTE de l'état des recettes et des dépenses. Les hypothèses sur lesquelles reposent ces estimations font l'objet de révisions périodiques. L'estimation de la valeur nominale des imputations effectuées au titre de l'Initiative PPTE comporte un élément discrétionnaire important.

La dépense comptabilisée est ensuite compensée et la provision cumulée réduite à proportion des sommes fournies par les donateurs extérieurs et versées par l'intermédiaire du fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE, pour financer les allègements de dette.

En novembre 2006, le FIDA a été autorisé à accéder aux ressources propres du Fonds fiduciaire PPTE administré par la Banque mondiale afin de contribuer au financement des allègements de dette à accorder aux pays qui atteignent le point d'achèvement. Les financements consentis sont calculés en valeur actuelle nette.

iv) Comptabilisation des prêts

Conformément à la norme IAS 39, les prêts sont initialement comptabilisés sur la base de leur juste valeur le premier jour puis sur la base du coût amorti selon la méthode des intérêts effectifs. La juste valeur est calculée à l'aide d'un modèle en actualisant la valeur estimée des flux de trésorerie futurs générés par le prêt considéré, dans la monnaie dans laquelle celui-ci est libellé, au moment de la clôture du prêt (c'est-à-dire lorsque celui-ci est entièrement décaissé). Les taux d'actualisation sont calculés en fonction de la courbe des taux d'intérêt prévus pour l'année de clôture, selon la monnaie dans laquelle le prêt est libellé. Le facteur d'actualisation appliqué n'est pas ajusté en fonction du risque de crédit afférent au pays étant donné que les prêts sont accordés directement aux pays et sont donc considérés comme des "créances souveraines". Cependant, tous les prêts en cours sont analysés et s'il apparaît objectivement que les remboursements risquent d'être affectés, une provision est constituée.

v) Provision cumulée pour dépréciation

Les retards dans les paiements au titre des prêts entraînent des pertes en valeur actuelle pour le Fonds puisqu'il ne prélève pas de droit ou d'intérêt supplémentaire sur les arriérés dus au titre des intérêts ou du principal des prêts. La provision est égale à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif initial (c'est-à-dire le taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation du prêt). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer avec quelque degré de certitude ce que seront les flux de trésorerie produits par un prêt (comme c'est le cas pour tous les prêts ayant jusqu'à présent donné lieu à la constitution d'une provision), on peut appliquer une méthode semblable à celle en usage pour le provisionnement des contributions des États membres. Ainsi, une provision sera constituée dès lors que, en l'absence d'un plan de règlement convenu, un versement dû au titre du prêt aura plus de 24 mois de retard. Une provision est également constituée pour les échéances du même prêt en retard de moins de 24 mois. Tous les montants impayés à la date d'expiration de ce délai sont considérés comme inclus dans la provision, même si une partie de l'encours du prêt est ultérieurement remboursée. Lorsque le retard dépasse 48 mois, la provision s'applique à l'intégralité du principal non remboursé. La date à partir de laquelle commencent à courir les délais susmentionnés est celle du bilan. Le Fonds n'a passé par pertes et profits aucun de ses prêts.

vi) Situation de non-comptabilisation

Les recettes au titre des prêts sont comptabilisées selon le système de l'exercice. En cas de paiements en retard de plus de 180 jours, les intérêts et commissions de service ne sont comptabilisés comme produits que lorsqu'ils sont effectivement reçus. Des démarches se poursuivent auprès des

gouvernements intéressés afin d'obtenir le règlement de ces impayés.

f) Placements

Le portefeuille de titres du Fonds contient des titres de placement ainsi que certains titres sélectionnés qu'il entend conserver jusqu'à échéance. Le Fonds comptabilise ses titres de placement à leur juste valeur, à part ceux qu'il entend conserver jusqu'à échéance et qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur est la valeur boursière à la date du bilan. Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sur les titres sont comptabilisées dans le produit des placements. Les gains et les pertes de change réalisés ou latents sont inscrits au compte des variations de change. Tous les achats et les ventes de titres de placement sont comptabilisés à la date de la transaction. Les produits dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de signature du contrat correspondant, puis réévalués sur cette même base ultérieurement. La majeure partie des produits dérivés n'étant pas utilisés comme instruments de couverture, les variations de leur juste valeur sont immédiatement constatées dans l'état des recettes et des dépenses.

g) Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents comprennent les disponibilités et les dépôts à vue auprès des banques, ainsi que les placements immédiatement réalisables à la date du bilan. Les comptes créditeurs nets au titre des placements et les titres détenus jusqu'à échéance ne sont pas compris dans les placements immédiatement réalisables à des fins de trésorerie.

h) Contributions (non comptabilisées dans les fonds propres)

Les contributions non destinées à la reconstitution des ressources sont inscrites comme produits dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes. Pour les activités de cofinancement, les contributions reçues sont inscrites comme produit dans les comptes de l'exercice au cours duquel le don entre en vigueur. Les contributions pour les dons programmatiques, le programme de cadres associés et les autres fonds supplémentaires sont inscrites au bilan comme produits reportés et sont diminuées, dans l'état des recettes et des dépenses, du montant des charges liées aux projets. Lorsque cela est spécifié dans les accords avec les donateurs, les contributions reçues (plus l'intérêt produit) auxquelles ne correspondent pas encore de dépenses directes sont reportées à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Cette méthode est conforme aux principes comptables adoptés en ce qui concerne les fonds supplémentaires combinés du FIDA et présente plus clairement la nature sous-jacente des soldes en question. On trouvera une liste de ces contributions à l'appendice D1.

Des donateurs individuels ont apporté leur concours au FIDA sous forme de ressources humaines (cadres associés) pour l'aider dans ses activités. Les contributions reçues des donateurs sont comptabilisées comme des recettes et les coûts connexes sont imputés aux dépenses de personnel.

i) Dons

L'Accord portant création du FIDA habilite ce dernier à accorder des dons à ses États membres ou à des organisations intergouvernementales auxquelles participent ses Membres, selon les modalités qu'il juge appropriées.

Les dons sont comptabilisés comme des dépenses à leur date d'entrée en vigueur à hauteur du montant approuvé et portés au passif pour les montants non décaissés à leur juste valeur conformément à la norme IAS 39. Les dons annulés sont déduits des dépenses de l'exercice au cours duquel l'annulation prend effet.

j) Régimes applicables au personnel

i) Obligations concernant les pensions

Le FIDA est membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies qui a été créée pour assurer aux fonctionnaires concernés des prestations de retraite ainsi que

des indemnités en cas de décès, d'invalidité et autres. Son personnel est donc couvert par un régime de retraite par capitalisation à prestations définies. L'obligation financière de l'organisation vis-à-vis de la Caisse se compose d'une cotisation obligatoire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies majorée, le cas échéant, d'une part du déficit actuariel, conformément aux dispositions de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Cette part de déficit ne doit être payée que lorsque l'Assemblée générale décide de recourir aux dispositions de l'article 26, après qu'une estimation actuarielle de l'actif de la Caisse a déterminé la nécessité d'un tel paiement à la date d'évaluation. Au moment où les présents états ont été établis, l'Assemblée générale n'avait pas eu recours auxdites dispositions.

La méthode actuarielle adoptée pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies repose sur l'approche globale avec entrants. Le coût des prestations est comptabilisé en charge dans l'état des recettes et des dépenses de manière à être réparti sur les années de service des employés, conformément aux conseils des actuaires qui effectuent une évaluation complète du régime tous les deux ans. La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux actuels et anciens fonctionnaires d'autres organisations et en conséquence il n'existe pas de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les avoirs de la Caisse et les coûts entre les organisations participantes. Étant donné que le FIDA – comme les autres organisations participantes – n'est pas en mesure de déterminer avec suffisamment de fiabilité, à des fins comptables, ce que représente sa part de la position financière et de la performance de la Caisse des pensions, il ne comptabilise rien dans son actif à cet égard, et ne présente aucune autre information ayant trait aux prestations de retraite, comme le rendement des avoirs de la Caisse.

ii) Plan d'assurance maladie après cessation de service

Le FIDA participe, sur la base d'un partage des coûts, à un plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'intention des anciens fonctionnaires touchant une pension des Nations Unies et d'autres anciens fonctionnaires remplissant les conditions requises. Ce plan d'assurance maladie repose sur le principe de la répartition, c'est-à-dire qu'il finance les dépenses annuelles sur les budgets annuels et les cotisations du personnel. Depuis 2006, une évaluation indépendante du plan d'assurance maladie a lieu chaque année.

Conformément à la norme IAS 19, le FIDA a créé un fonds fiduciaire dans lequel il transfère les fonds nécessaires pour financer les engagements actuariels.

k) Provisions

Des provisions sont établies quand le Fonds a une obligation juridique réelle ou présumée découlant de faits passés, quand il est probable qu'un prélèvement de ressources sera nécessaire pour s'acquitter de cette obligation, et quand le montant de l'obligation se prête à une estimation fiable. Les indemnités à verser aux fonctionnaires au titre des congés annuels et de la cessation de service sont comptabilisées au moment où elles sont dues. Une provision est constituée à hauteur du montant estimatif de ces indemnités, à raison des services rendus par les fonctionnaires jusqu'à la date d'établissement du bilan.

l) Imposition

Le FIDA est une institution spécialisée des Nations Unies et, en tant que telle, jouit du privilège d'exemption fiscale en vertu de la Convention de 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'Accord entre la République italienne et le Fonds relatif au siège permanent du FIDA. Les prélèvements fiscaux s'appliquant aux éléments pour lesquels l'exemption n'a pas encore été obtenue sont déduits directement du produit des placements correspondants.

m) Comptabilisation des recettes

Les recettes provenant des commissions de service et d'autres sources sont inscrites dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes.

n) Installations et matériel

Le coût du mobilier et du matériel de bureau, y compris les logiciels et les biens d'équipement pris en location, est directement porté en charge à la date d'achat, car il correspond à des dépenses dont le montant n'est pas jugé significatif. En outre, comme une partie de ces dépenses sont remboursées au FIDA, les biens qu'elles ont permis d'acquérir appartiennent en fait au gouvernement hôte; ces dépenses sont toutefois considérées de faible valeur.

o) Ressources du FIDA disponibles pour engagement

Les ressources disponibles pour engagement sont constituées par les ressources en monnaies librement convertibles, telles qu'elles sont définies à la section 1 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, qui ont été versées par les Membres et d'autres entités ou qui proviennent ou proviendront du produit des opérations ou des remboursements de prêts effectués par les emprunteurs, dans la mesure où lesdites ressources n'ont pas déjà été engagées pour des prêts et des dons ou versées à la Réserve générale.

Les principes qui déterminent les ressources disponibles pour engagement sont les suivants:

i) Seuls les paiements effectifs reçus en espèces ou sous forme de billets à ordre sont inclus dans les ressources disponibles pour engagement. La valeur des montants en espèces ou sous forme de billets à ordre dus au titre des instruments de contribution mais non payés n'est pas comptabilisée dans les ressources disponibles pour engagement.

ii) Des provisions pour arriérés de paiement au titre des billets à ordre ont été constituées.

iii) Les billets à ordre et les engagements au titre des prêts (prêts entrés en vigueur mais non décaissés, prêts approuvés et signés mais non encore en vigueur et prêts non encore signés) et les dons non décaissés sont comptabilisés à leur valeur nominale dans l'état des ressources disponibles pour engagement dans la mesure où celui-ci constitue un rapport opérationnel destiné uniquement à des fins de gestion qui n'est donc pas soumis aux règles de la norme IAS 39 concernant les états financiers.

iv) Le Conseil d'administration peut avoir recours au pouvoir d'engagement anticipé (PEA), avec prudence et circonspection, pour compenser, d'année en année, les fluctuations des ressources disponibles pour engagement et pour constituer une réserve de ressources. Le Fonds a eu recours au PEA en 2007, comme en 2006, les ressources ordinaires ne suffisant pas à financer ses engagements au titre des prêts et des dons.

Un prêt ou un don est considéré comme engagé lorsqu'un accord formel a été signé entre le Fonds et le bénéficiaire du prêt ou du don. Le Conseil d'administration du Fonds examine à chacune de ses sessions l'état des ressources disponibles pour engagement afin de s'assurer que le FIDA dispose des ressources nécessaires pour financer les prêts et les dons soumis à son approbation.

NOTE 3

ESTIMATIONS ET ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION SIGNIFICATIFS

a) Estimations et hypothèses retenues

Les estimations et éléments d'appréciation retenus, qui sont régulièrement évalués, se fondent sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment l'anticipation d'événements dont la probabilité est jugée raisonnable au vu des circonstances. Par définition, les estimations comptables qui en résultent équivalent rarement aux résultats effectifs. Les estimations et hypothèses les plus susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des actifs et passifs comptabilisés au cours du prochain exercice sont exposées ci-dessous.

i) Juste valeur et coût amortis des prêts, dons non décaissés, recettes reportées et sommes à recevoir au titre des billets à ordre et des contributions.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de méthodes d'évaluation.

ii) Initiative PPTE

L'estimation des pertes imputables à l'Initiative PPTE et aux arriérés de remboursement des prêts repose dans une large mesure sur le jugement de la direction. Les principales hypothèses retenues pour les calculs concernent le taux de change entre le DTS et le dollar des États-Unis, la date d'entrée en vigueur de l'allègement de dette et le niveau des décaissements.

b) Éléments d'appréciation intervenant dans l'application des règles comptables

i) Comptabilisation à la juste valeur

Conformément aux normes internationales d'information financière, le FIDA établit ses comptes sur la base de la juste valeur. Le rapprochement des chiffres calculés selon cette méthode et selon celle du coût amorti a été effectué sur la base des intérêts effectifs et des valeurs nominales pour les prêts, les comptes débiteurs, les dons non décaissés et les recettes reportées. En outre, un bilan établi sur une base nominale pour les opérations du FIDA uniquement est présenté à l'appendice E. Toutes les valeurs figurant à l'appendice F (état des contributions disponibles pour engagement, FIDA seulement), à l'appendice G (état des contributions), à l'appendice H (état des prêts) et à l'appendice I (état récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative PPTE) continuent d'être exprimées en valeur nominale, pour information seulement.

NOTE 4

SOLDE DES LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS

a) Ventilation des soldes

Au 31 décembre

	En milliers de USD	
	2007	2006
Liquidités non soumises à restriction	437 674	197 098
Liquidités soumises à restriction	79	79
Sous-total liquidités	437 753	197 177
Placements non soumis à restriction	2 503 219	2 364 039
Placements soumis à restriction	627	634
Sous-total placements	2 503 846	2 364 673
Total	2 941 599	2 561 850

b) Liquidités et placements soumis à restriction

Monnaies non librement convertibles. Au 31 décembre 2007, les liquidités et placements détenus par le Fonds en monnaies non librement convertibles s'élevaient respectivement à 79 000 USD (79 000 USD en 2006) et à 627 000 USD (634 000 USD en 2006).

Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les montants versés au Fonds par les États membres de l'ancienne catégorie III dans leur monnaie nationale, au titre de leurs contributions initiales ou de leurs contributions additionnelles, sont soumis à restriction.

c) Composition du portefeuille de placements par instrument

Au 31 décembre 2007, les liquidités et les placements évalués aux cours du marché, à l'exception des avoirs soumis à restriction et en monnaies non convertibles, se chiffraient à 2 775 046 000 USD (contre 2 504 596 000 USD en 2006). Ils se décomposaient comme suit:

	En milliers de USD	
	2007	2006
Liquidités	437 674	197 098
Titres à revenu fixe	2 336 754	1 776 083
Perte latente sur contrats à terme	(136)	(5 145)
Dépôts à terme et autres effets bancaires	163 963	592 515
Contrats à terme	2 456	586
Options	182	-
Total des liquidités et placements	2 940 893	2 561 137
Sommes à recevoir sur cessions de titres	53 489	22 888
Somme à payer sur achats de titres	(219 336)	(79 429)
Total	2 775 046	2 504 596

Les placements en titres à revenu fixe comprenaient, au 31 décembre 2007, 427 968 000 USD de titres détenus jusqu'à échéance (413 501 000 USD en 2006).

d) Composition du portefeuille de placements par monnaie

La composition par monnaie des liquidités et des placements au 31 décembre était la suivante:

	En milliers de USD	
	2007	2006
EUR	837 956	801 693
JPY	294 914	263 865
GBP	294 594	236 641
USD	1 347 582	1 202 397
Total	2 775 046	2 504 596

e) Composition du portefeuille de placements par échéance

Au 31 décembre, la composition des liquidités et des placements par échéance était la suivante:

	En milliers de USD	
	2007	2006
Moins de 1 an	640 794	1 094 770
1 à 5 ans	1 584 973	1 104 639
5 à 10 ans	160 590	167 487
Plus de 10 ans	388 689	137 700
Total	2 775 046	2 504 596

Au 31 décembre 2007, la durée moyenne des placements à revenu fixe restant à courir jusqu'à l'échéance dans le portefeuille consolidé était de 77 mois (40 mois en 2006).

f) Placements en titres détenus jusqu'à échéance

	Équivalent en milliers de USD			
	USD	EUR	GBP	Toutes monnaies
Liquidités	889	333	-	1 222
Obligations de sociétés	71 904	71 900	9 767	153 571
Obligations d'organismes publics	121 483	34 752	10 172	166 407
Obligations d'État	10 147	64 535	-	74 682
Obligations d'entités supra-nationales	19 994	12 092	-	32 086
Total 2007	224 417	183 612	19 939	427 968
Total 2006	232 726	180 775	-	413 501

Au 31 décembre 2007, les titres détenus jusqu'à échéance étaient évalués, en juste valeur, à 430 342 000 USD (407 592 000 USD en 2006).

Au 31 décembre, la composition par échéance des titres détenus jusqu'à échéance était la suivante:

Échéance	En milliers de USD	
	2007	2006
Moins de 1 an	76 401	81 806
1 à 2 ans	95 165	60 806
2 à 3 ans	91 199	91 164
3 à 4 ans	73 689	96 930
4 à 5 ans	81 753	82 795
5 à 6 ans	9 761	-
	427 968	413 501

Tous les titres à moins d'un an ont une échéance de plus de trois mois à compter de la date d'acquisition.

g) Gestion des risques financiers

Les placements du FIDA sont exposés à divers risques financiers: risque de marché, risque de crédit, risque de change, risque de liquidité et risque de ressources.

h) Risque de marché

Conformément à sa politique de placement, le FIDA investit dans plusieurs catégories d'actifs à revenu fixe. Lorsqu'il y a lieu, la direction du FIDA prend les mesures tactiques qui s'imposent pour protéger l'ensemble du portefeuille de placements contre les évolutions défavorables du marché.

Les liquidités et les placements détenus jusqu'à leur échéance sont gérés en interne. Les autres placements sont gérés par 12 gestionnaires extérieurs.

Le tableau 1 ci-après indique la part relative et le montant des placements effectués dans les différentes classes d'actifs que comporte le portefeuille, ainsi que les allocations préconisées par la politique de placement, aux 31 décembre 2007 et 2006. Les chiffres présentés concernent uniquement le FIDA.

Tableau 1
Répartition des placements par classe d'actifs et allocations prévues par la politique de placement
Aux 31 décembre 2007 et 2006

Classe d'actifs	Portefeuille		Politique de placement	
	%	En millions de USD	%	
2007				
Liquidités à court terme	6,8	169,5	5,5	
Placements tactiques à court terme	1,6	40,3	-	
Placements détenus jusqu'à échéance	17,1	427,9	17,1	
Obligations d'État	42,7	1 068,0	43,5	
Placements diversifiés à taux fixe	17,0	425,1	13,9	
Placements indexés sur l'inflation	14,8	370,2	20,0	
Total	100	2 501,0	100	

Classe d'actifs	Portefeuille		Politique de placement	
	%	En millions de USD	%	
2006				
Liquidités à court terme	3,8	89,6	5,5	
Placements tactiques à court terme	19,6	462,4	-	
Placements détenus jusqu'à échéance	17,5	413,5	17,5	
Obligations d'État	40,5	956,1	42,9	
Placements diversifiés à taux fixe	4,3	100,5	14,1	
Placements indexés sur l'inflation	14,3	336,5	20,0	
Total	100	2 358,6	100	

Chaque classe d'actifs est gérée selon des lignes directrices qui lui sont propres et qui imposent des restrictions sur le choix des instruments admissibles et les opérations susceptibles d'être

effectuées par les gestionnaires en fonction des risques du marché. Ces restrictions prennent la forme suivante:

1. indices de référence prédéterminés et limitation de l'écart autorisé en termes de durée;
2. erreurs de réplification maximales;
3. notes de crédit minimales (voir ci-après l'alinéa i) risque de crédit).

Les indices de référence sélectionnés pour les différentes classes d'actifs sont récapitulés au tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2
Indices de référence par portefeuille

Portefeuille	Indice de référence
Liquidités à court terme	s.o
Obligations d'État	Indice JP Morgan pour les obligations d'État multimarchés de 1 à 5 ans, ajusté en fonction des monnaies entrant dans la composition du panier du DTS
Placements diversifiés à taux fixe	Indice global Lehman des États-Unis (AA3 et au-dessus)
Placements indexés sur l'inflation	Indice ad hoc composé des deux indices Barclays multimarchés pour les valeurs indexées sur l'inflation de 1 à 7 ans et de 7 ans et plus
Placements détenus jusqu'à échéance	Indice sectoriel étendu équilibré (calculé en interne sur une base trimestrielle)

En matière d'échéance, les limites sont les suivantes:

- un an de plus que la référence pour les obligations d'État multimarché;
- deux ans de plus que la référence pour les placements diversifiés à taux fixe;
- sept ans de plus pour les obligations indexées sur l'inflation.

L'exposition au risque de marché est ajustée par restructuration des échéances en fonction de l'évolution des cours de titres. Pour les valeurs à revenu fixe, la durée maximale est fixée à deux ans au-delà de l'échéance du portefeuille de référence. Le Fonds n'effectue pas de placements sur les marchés d'actions.

La durée moyenne des placements du FIDA aux 31 décembre 2007 et 2006 et les valeurs de référence correspondantes sont indiquées au tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3
Durée moyenne des placements et durée de référence, en année
Aux 31 décembre 2007 et 2006

Classe d'actifs	Portefeuille		Durée de référence	
	2007	2006	2007	2006
Liquidités à court terme	-	0,06	s.o	s.o
Obligations d'États	2,7	2,1	2,5	2,5
Placements diversifiés à taux fixe	4,5	3,5	4,0	4,1
Placements indexés sur l'inflation	3,9	2,3	5,0	5,9
Placements détenus jusqu'à échéance	2,5	2,5	2,5	2,5
Durée moyenne totale	2,9	1,8	2,9	2,5

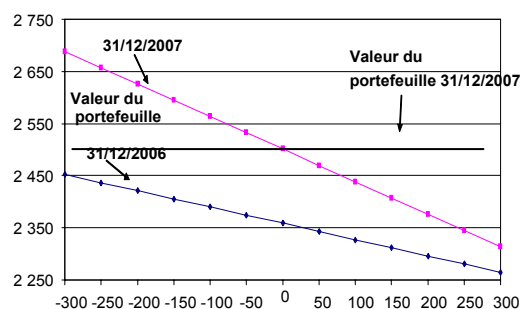
L'analyse de sensibilité du portefeuille de placements du FIDA présentée au tableau 4 ci-après montre l'incidence qu'un déplacement positif et négatif symétrique de la courbe de rendement (de -300 à +300 points de base) aurait sur la valeur du portefeuille de placements au 31 décembre 2007.

Tableau 4
Analyse de sensibilité du portefeuille de placements du FIDA

Variation de la courbe de rendement en points de base	2007		2006	
	Variation de la valeur du portefeuille sous mandat de gestion	Total portefeuille	Variation de la valeur du portefeuille sans mandat de gestion	Total portefeuille
-300	188	2 689	94	2 453
-250	156	2 657	78	2 437
-200	125	2 626	63	2 421
-150	94	2 595	47	2 406
-100	63	2 564	31	2 390
-50	31	2 532	16	2 374
0	-	2 501	-	2 359
50	(31)	2 470	(16)	2 343
100	(63)	2 438	(31)	2 327
150	(94)	2 407	(47)	2 312
200	(125)	2 376	(63)	2 296
250	(156)	2 345	(78)	2 280
300	(188)	2 313	(94)	2 265

Le graphique 1 ci-dessous illustre la relation négative entre rendements et valeur des placements à revenu fixe.

Graphique 1
Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements du FIDA
(En millions de USD)



Évolution positive et négative symétrique de la courbe de rendement (en points de base)

Au 31 décembre 2007, si le niveau général des taux d'intérêt des monnaies entrant dans la composition du papier du DTS avait été supérieur/inférieur de 100 points de base (déplacement positif ou négatif symétrique de la courbe de rendement), le produit de l'ensemble du portefeuille de placements aurait été inférieur (supérieur) de 6,3 millions de USD du fait des pertes (gains) enregistrés sur les placements évalués au cours du marché (74% du portefeuille).

Le tableau 5 ci-dessous indique l'erreur de réplication (*traking error*) maximale autorisée par les lignes directrices de la politique de placement. L'erreur de réplication représente l'écart type annualisé de la performance du portefeuille par rapport à l'objectif de référence, et mesure le risque actif encouru par les gestionnaires de placements.

Tableau 5
Erreur de réplication maximale autorisée par classe d'actifs

Classe d'actifs	Erreur de réplication (en % par an)
Obligation d'État	0,75-1,00
Placements diversifiés à taux fixe	0,75-1,00
Placements indexés sur l'inflation	2,00
Placements détenus jusqu'à échéance	s.o

Au 31 décembre 2007, l'erreur de réplication de l'ensemble du portefeuille, sur la base des trois années précédentes, était de 0,22%.

i) Risque de crédit

Les lignes directrices de la politique de placement fixent des normes de qualité minimales pour le choix des titres et des contreparties. Ces normes reflètent les notes attribuées aux établissements bancaires et aux émissions obligataires par les grandes agences de notation financière, comme indiqué au tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6
Notes de crédit minimales exigées par la politique de placement

Classe d'actifs	Titres	Dépôts à terme et CD ^a	Opérations au comptant et à terme ^b	Swaps de taux d'intérêt ^b
Liquidités à court terme	s.o	A-1/P-1	s.o	s.o
	Moody's Aa3 ou Stetard & Poou's	A-1/P-1	A-1/P-1	s.o
Obligations d'État ^c	(S&P) AA- ou Fitch AA-			
	Moody's Aa3 ou S&P AA- ou Fitch AA (exception: MBS et ABS)	A-1/P-1	A-1/P-1	AA-/Aa3
Placements diversifiés à taux fixe ^c	AAA/Aaa par deux des trois institutions			
Placements indexés sur l'inflation ^c	Moody's Aa3 ou S&P AA-	A-1/P-1	A-1/P-1	s.o
Placements détenus jusqu'à échéance	Moody's Aa3 ou S&P AA- (exception: obligations de sociétés AAA/Aaa)	A-1/P-1	s.o	s.o

^a La note de crédit minimale (P-1 de Moody's/A-1 de S&P) s'applique à l'établissement bancaire.

^b La note de crédit minimale s'applique à la contrepartie.

^c Seul sont autorisés les contrats à terme et les options négociés sur des marchés organisés.

Note: ABS = titres adossés à des actifs

IRS = swaps de taux d'intérêt

MBS = titres adossés à une créance hypothécaire

Au 31 décembre 2007, la note de crédit moyenne de chaque classe d'actifs était égale ou supérieure au minimum autorisé par la politique de placement (tableau 7).

Tableau 7
Note de crédit moyenne par classe d'actifs
Aux 31 décembre 2007 et 2006

Classe d'actifs	Note attribuée par Moody's ^a	
	2007	2006
Liquidités à court terme	P1	P1
Obligations d'État	Aaa	Aa1
Placements diversifiés à taux fixe	Aaa	Aaa
Placements indexés sur l'inflation	Aaa	Aa1
Placements détenus jusqu'à échéance	Aaa	Aaa

^a La note de crédit moyenne est calculée sur la base des valeurs de marché aux 31 décembre 2007 et 2006; pour les placements détenus jusqu'à échéance, la note moyenne est calculée sur la base des valeurs nominales.

j) Risque de change

Le portefeuille de placements est utilisé de manière à minimiser globalement les risques de change encourus par le FIDA. La majeure partie des engagements du FIDA se composent de prêts et de dons non décaissés libellés en DTS. Dans la mesure du possible, le Fonds s'efforce donc de faire en sorte que ses actifs soient libellés dans les monnaies composant le panier du DTS et répartis selon les mêmes ratios. De même, les montants affectés à la Réserve générale et les engagements de dons libellés en dollars des États-Unis ont pour contrepartie des actifs libellés dans cette même monnaie.

L'alignement de l'actif sur le panier du DTS fait l'objet d'un contrôle périodique effectué généralement tous les trois mois.

En cas de défaut d'alignement jugé important et persistant, la direction entame une procédure de réalignement en modifiant la part relative des différentes monnaies à l'intérieur du portefeuille de placements de manière à ce que l'ensemble de l'actif reflète à nouveau les pondérations du DTS.

Le tableau 8 ci-dessous indique le degré d'alignement de l'ensemble de l'actif du FIDA sur le panier du DTS.

Tableau 8
Alignement de l'actif sur le panier du DTS (FIDA uniquement)
Au 31 décembre 2007

Monnaie	Part de l'actif net (%)	Pondérations du DTS	Écart
USD	39,8	40,1	(0,3)
EURO	36,0	38,0	(2,0)
JPY	11,1	10,5	0,6
GBP	13,1	11,4	1,7
Total	100,0	100,0	-

Au 31 décembre 2007, si le dollar des États-Unis s'était déprécié (apprécié) de 10% par rapport aux trois autres monnaies composant le panier du DTS, le degré d'alignement de l'actif du FIDA aurait été comme indiqué au tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9
Sensibilité du niveau d'alignement de l'actif sur le panier du DTS (FIDA uniquement)
Au 31 décembre 2007

Monnaie	Écart par rapport aux pondérations du DTS	
	USD -10% (%)	USD +10% (%)
USD	2,3	(2,5)
EURO	(3,7)	(0,6)
JPY	0,2	1,0
GBP	1,2	2,1
Total	-	-

Afin d'améliorer ses rendements, le Fonds peut investir dans des titres libellés dans des monnaies autres que celles du panier du DTS et effectuer, en les couvrant, des opérations à terme sur devises afin de maintenir l'équilibre monétaire entre ses actifs et ses engagements libellés en DTS et en dollars des États-Unis.

Les principales monnaies dans lesquelles doivent être effectués les remboursements de prêts sont indiquées à l'appendice H, sections 4 et 10.

k) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité suppose notamment de conserver suffisamment d'actifs liquides ou équivalents pour faire face aux décaissements de prêts et de dons ainsi qu'aux dépenses administratives lorsqu'il y a lieu. Pour assurer au FIDA la souplesse de financement dont il a besoin, les services de la trésorerie estiment le montant des fonds disponibles à partir de toutes les sources utiles à cet égard et surveillent la situation des liquidités selon divers échéanciers. Le FIDA a élaboré une politique en matière de liquidités, adoptée par le Conseil d'administration en décembre 2006, visant à mettre en place de nouveaux dispositifs de sauvegarde dans ce domaine. Cette politique prévoit le maintien d'un niveau minimum d'actifs très liquides dans le portefeuille de placements du FIDA, à

hauteur de 60% du total des décaissements bruts annuels, niveau qui peut être majoré en cas de crise. Le caractère adéquat de ce niveau de liquidité fera l'objet d'une évaluation dans le contexte du cycle de reconstitution. À l'heure actuelle, la part des actifs très liquides détenus par le Fonds couvre largement le minimum de liquidités requis.

l) Risque de ressources

La politique générale du FIDA en matière de ressources est soumise périodiquement à l'examen de la direction et fait également l'objet d'une évaluation de la part des parties prenantes, au minimum lors de chaque cycle de contribution aux reconstitutions. Le FIDA surveille de près et à intervalles réguliers la position de ses ressources, afin de garantir la poursuite de ses activités. En conséquence, il ajuste le montant de ses nouveaux engagements de prêts et de dons au cours de chaque exercice en fonction des ressources disponibles. La prévision des ressources à long terme est effectuée à l'aide du modèle financier du FIDA.

NOTE 5**BILLETS À ORDRE ET SOMMES À RECEVOIR DES CONTRIBUANTS**

	En milliers de USD	
	2007	2006
Billets à ordre à encaisser		
Contributions aux reconstitutions	340 842	331 291
Contributions du FBS	21 632	27 093
Total	362 474	358 384
Ajustement sur la base de la juste valeur	(18 655)	(20 580)
Billets à ordre à encaisser, sur la base de la juste valeur	343 819	337 804
Contributions à recevoir		
Contributions aux reconstitutions	355 812	347 022
Contributions du FBS	36 936	31 299
Contributions supplémentaires	13 018	20 616
Total	405 766	398 937
Ajustement sur la base de la juste valeur	(27 778)	(32 279)
Contributions à recevoir, sur la base de la juste valeur	377 988	366 658

a) Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième reconstitutions des ressources

Ces contributions ont été intégralement acquittées, sous réserve de ce qui est indiqué dans la note 6 et dans le tableau ci-dessous:

Contributions non versées/encaissées (au 31 décembre 2007)

Donateur	En milliers de USD	
	Reconstitution	Montant
Brésil ^a	Sixième	5 278
Égypte	Sixième	1 050
France ^a	Sixième	23 393
Allemagne ^a	Sixième	28 000
Guatemala ^a	Sixième	23
Pays-Bas ^a	Sixième	20 568
Suisse ^a	Sixième	7 379
Royaume-Uni ^{a,b}	Sixième	27 216
États-Unis	Sixième	459

^a Cas dans lesquels l'État membre et le FIDA sont convenus d'un calendrier d'encaissements particulier.

^b Une partie de ce solde représente un billet à ordre non déposé au 31 décembre 2007.

b) Septième reconstitution des ressources

Des précisions sur les contributions et paiements effectués pour la septième reconstitution sont données à l'appendice G. La septième reconstitution est entrée en vigueur le 22 décembre 2006.

c) Programme spécial pour l'Afrique (PSA)

Des précisions sur les contributions au PSA au titre des première et seconde phases sont données à l'appendice G.

d) Risque de crédit

Les contributions des donateurs au FIDA étant garanties par les États, le Fonds part du principe que chacune des contributions pour lesquelles un instrument juridiquement contraignant a été déposé sera finalement encaissée. Le risque de non-recouvrement est couvert par la constitution de provisions sur les contributions.

NOTE 6**PROVISIONS**

La juste valeur des provisions est identique à leur valeur nominale étant donné que les sommes à recevoir et billets à ordre correspondants sont déjà exigibles à la date du bilan.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	En milliers de USD	
	2007	2006
Solde en début d'exercice	169 360	169 359
Variation totale	(875)	1
Solde en fin d'exercice	168 485	169 360
dont:		
Billets à ordre des contribuants a)	80 898	80 898
Sommes à recevoir des contribuants b)	87 587	88 462
Total	168 485	169 360

a) Provisions au titre des billets à ordre

Au 31 décembre 2007, les contributions à toutes les reconstitutions des ressources du FIDA jusques et y compris la sixième, déposées sous forme de billets à ordre, avaient été tirées à 100% et à 30% pour la septième reconstitution (100% jusqu'à la sixième reconstitution au 31 décembre 2006).

Aux 31 décembre 2007 et 2006, toutes les contributions au PSA (première et seconde phases) avaient été tirées en totalité.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre des billets à ordre, dont le montant est indiqué ci-après:

	En milliers de USD	
	2007	2006
FIDA		
Contributions initiales		
Iran (République islamique d')	29 358	29 358
Iraq	13 717	13 717
	43 075	43 075
Première reconstitution		
Iraq	31 099	31 099
	31 099	31 099
Deuxième reconstitution		
Mauritanie	2	2
	2	2
Troisième reconstitution		
République populaire démocratique de Corée	600	600
Jamahiriya arabe libyenne	6 087	6 087
Mauritanie	25	25
	6 712	6 712
Total FIDA	80 888	80 888
	En milliers de USD	
	2007	2006
PSA		
Première phase		
Mauritanie	10	10
Total PSA	10	10
Total général	80 898	80 898

b) Provisions au titre des sommes à recevoir des contribuants

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre de certaines de ces sommes à recevoir, comme indiqué ci-dessous:

	En milliers de USD	
	2007	2006
Contributions initiales		
Comores	10	10
Iran (République islamique d')	83 167	83 167
	83 177	83 177
Deuxième reconstitution		
Gabon	-	371
Iraq	2 000	2 000
	2 000	2 371
Troisième reconstitution		
Iran (République islamique d')	2 400	2 400
Sao Tomé-et-Principe	10	10
	2 410	2 410
Quatrième reconstitution		
Kenya	-	504
	-	504
Total	87 587	88 462

NOTE 7**AUTRES COMPTES DÉBITEURS**

	En milliers de USD	
	2007	2006
Sommes à recevoir provenant de cessions de titres	53 489	22 888
Autres	40 615	21 824
Total	94 104	44 712

Les sommes ci-dessus devraient être reçues dans un an au plus tard à compter de la date du bilan.

NOTE 8**PRÊTS****a) Provision cumulée pour dépréciation**

La provision cumulée pour dépréciation des prêts se décompose comme suit:

	En milliers de USD	
	2007	2006
Solde en début d'exercice	169 162	140 634
Augmentation/(diminution) nette de la provision	(3 126)	20 488
Réévaluation	7 954	8 040
Solde en fin d'exercice en valeur nominale	173 990	169
Ajustement sur la base de la juste valeur	(117 421)	(113 554)
Total	56 569	55 608

Tous les prêts couverts par la provision cumulée sont compromis à 100%.

b) Situation de non-comptabilisation

Si les montants impayés au titre des prêts en situation de non-comptabilisation avaient été comptabilisés, le produit des prêts indiqué dans l'état des recettes et des dépenses pour l'exercice 2007 aurait été supérieur de 2 734 000 USD (3 010 000 USD en 2006). Les chiffres correspondants sont respectivement de 2 703 000 USD (2 933 000 USD en 2006) pour le FIDA et de 31 000 USD (77 000 USD en 2006) pour le PSA. Les États membres concernés sont indiqués ci-après:

i) **Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – FIDA**
Au 31 décembre 2007

	<i>En milliers de USD</i>			
	<i>Principal non amorti</i>	<i>Principal en arriéré</i>	<i>Produit non comptabilisé en 2007</i>	<i>En retard de paiement depuis</i>
République centrafricaine	33 545	5 991	321	mai 2001
Cuba	13 093	13 093	510	sept. 1989
République démocratique du Congo	23 383	5 157	216	févr. 1993
Guinée-Bissau	6 911	1 903	68	nov. 1995
Libéria	16 043	12 242	454	nov. 1995
Seychelles	128	86	1	janv. 2002
Gaza et Cisjordanie	3 961	-	2	avril 2007
Îles Salomon	3 440	647	34	avril 2001
Somalie	27 261	13 774	265	janv. 1991
Togo	25 285	4 627	235	sept. 2000
Zimbabwe	26 114	11 691	597	oct. 2001
Total	179 164	69 211	2 703	

ii) **Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – PSA**
Au 31 décembre 2007

	<i>En milliers de USD</i>			
	<i>Principal non amorti</i>	<i>Principal en arriéré</i>	<i>Produit non comptabilisé en 2007</i>	<i>En retard de paiement depuis</i>
Guinée-Bissau	3 225	796	31	déc. 1995
Total	3 225	796	31	

Le produit des prêts indiqué dans l'état des recettes et des dépenses pour l'exercice 2007 comprend un montant de 2 537 000 USD (247 000 USD en 2006) perçu au titre d'exercices antérieurs.

On trouvera à l'appendice H un état détaillé des prêts approuvés, des décaissements effectués et des remboursements perçus.

c) **Ventilation de l'encours des prêts**

	<i>En milliers de USD</i>	
	<i>2007</i>	<i>2006</i>
FIDA – Prêts approuvés moins annulations et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)		
2007 – 8 939 817 USD		
2006 – 8 257 916 USD		
Prêts en vigueur	8 197 827	7 470 714
Moins: solde non décaissé des prêts en vigueur	(2 285 970)	(2 089 191)
Remboursements	(1 312 398)	(1 218 163)
Intérêts/principal à recevoir	24 018	19 197
Encours des prêts, en valeur nominale	4 623 477	4 182 557
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 212 961)	(1 141 766)
Encours des prêts, sur la base de la juste valeur	3 410 516	3 040 791

PSA – Prêts approuvés moins annulations et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)

	<i>En milliers de USD</i>	
	<i>2007</i>	<i>2006</i>
2007 – 349 425 USD		
2006 – 336 384 USD		
Prêts en vigueur	349 425	336 384
Moins: solde non décaissé des prêts en vigueur	(1 017)	(1 568)
Remboursements	(61 305)	(52 078)
Intérêts/principal à recevoir	1 035	925
Encours des prêts, en valeur nominale	288 138	283 663
Ajustement sur la base de la juste valeur	(117 887)	(113 704)
Encours des prêts, sur la base de la juste valeur	170 251	169 959

Total des prêts approuvés moins annulations et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS

	<i>En milliers de USD</i>	
	<i>2007</i>	<i>2006</i>
2007 – 9 289 242 USD		
2006 – 8 594 300 USD		
Prêts en vigueur	8 547 252	7 807 098
Moins: solde non décaissé des prêts en vigueur	(2 286 987)	(2 090 759)
Remboursements	(1 373 703)	(1 270 241)
Intérêts/principal à recevoir	25 053	20 122
Encours des prêts, en valeur nominale	4 911 615	4 466 220
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 330 848)	(1 255 470)
Encours des prêts, sur la base de la juste valeur	3 580 767	3 210 750

d) **Risque de crédit**

En raison de la nature de ses emprunteurs et de ses garants, le Fonds part du principe que chacun de ses prêts est assorti d'une garantie souveraine et sera donc un jour remboursé. Le risque de non-recouvrement est couvert à la fois par la provision cumulée pour dépréciation des prêts et par la provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE. Les prêts ayant accumulé des arriérés de plus de 180 jours sont placés en situation de non-comptabilisation.

e) **Risque de marché**

Le risque de taux d'intérêt encouru par le FIDA sur son portefeuille de prêts est jugé minime étant donné que celui-ci se compose pour 91,7% (90,2% au 31 décembre 2006) de prêts consentis à des conditions particulièrement favorables,

c'est-à-dire non susceptibles de varier sur une base annuelle. On trouvera une ventilation du portefeuille selon les conditions de prêt à l'appendice H, sections 5 et 11.

Au 31 décembre 2007, 6 prêts seulement (six prêts au 31 décembre 2006) avaient fait l'objet d'un remboursement anticipé portant sur un montant total de 13 500 000 USD (13 500 000 USD au 31 décembre 2006) en valeur nominale.

f) Estimation de la juste valeur

Les hypothèses retenues pour le calcul de la juste valeur ne sont pas sensibles aux variations des taux d'actualisation. L'incidence de la variation du taux de change entre le DTS et le dollar des États-Unis est étroitement surveillée.

NOTE 9

INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

Selon les principes comptables applicables aux instruments financiers, les actifs du FIDA se répartissent en plusieurs catégories comme suit:

<i>En milliers de USD</i>			
2007	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur avec variation au compte de résultats	Placements détenus jusqu'à échéance
Encours net des prêts	-	3 426 012	
Autres créances	94 104	-	
Placements détenus jusqu'à échéance	-	-	427 968
Autres actifs financiers à la juste valeur avec variation au compte de résultats	-	1 910 031	-
Liquidités et équivalents	-	437 753	-
Total	94 104	5 773 796	427 968
2006			
Encours net des prêts	-	2 971 738	-
Autres créances	44 712	-	-
Placements détenus jusqu'à échéance	-	-	413 501
Autres actifs financiers à la juste valeur avec variation au compte de résultats	-	1 894 631	-
Liquidités et équivalents	-	197 177	-
Total	44 712	5 063 546	413 501

NOTE 10

INITIATIVE POUR LA RÉDUCTION DE LA DETTE DES PAYS PAUVRES TRÈS ENDETTÉS

a) Impact de l'Initiative PPTE

Le FIDA a financé l'Initiative PPTE à hauteur de 94 670 000 USD au cours de la période 1998-2007. On trouvera à

l'appendice D1 un état détaillé des financements cumulés apportés par les donateurs extérieurs.

L'appendice I contient un état récapitulatif des allègements de dette déjà consentis depuis le début de l'Initiative PPTE et de ceux qui devraient l'être à l'avenir. Les allègements de dette approuvés à ce jour par le Conseil d'administration sont exclusifs de tous les montants relatifs à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays suivants: Comores, Côte d'Ivoire, Érythrée, Kirghizistan, Libéria, Népal, République centrafricaine, Somalie, Soudan et Togo. Il est prévu que le FIDA reçoive du Conseil d'administration entre 2008 et 2010 l'autorisation de financer sa part des nouveaux allègements ainsi consentis. Au moment où les états financiers consolidés de l'exercice 2007 ont été établis, la contribution du FIDA à l'allègement global de la dette de ces pays, au titre aussi bien du principal que des intérêts, était estimée à 213 500 000 USD (200 920 000 USD en 2006).

Le produit brut des placements du fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE s'est élevé à 1 168 000 USD (1 085 000 USD en 2006).

Le coût total cumulé des allègements de dette se décompose comme suit:

<i>En milliers de USD</i>			
	2007	Variation	2006
Contributions du FIDA 1998-2007	94 670	25 000	69 670
Total des contributions de sources extérieures (appendice D1)	175 651	104 127	71 524
Produit net cumulé des placements	6 257	1 166	5 091
Différence entre les allègements de dette approuvés et les ressources disponibles	115 817	(112 234)	228 044
Écarts de change nets cumulés	39 836	8 218	31 622
Total (appendice I)	432 231	26 280	405 951

b) Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE

Les soldes des exercices clos au 31 décembre sont indiqués ci-après:

<i>En milliers de USD</i>		
	2007	2006
Solde en début d'exercice	279 393	264 527
Remboursements de principal	(32 862)	(25 515)
Variation de la provision	(111 345)	28 419
Variation de change	12 818	11 962
Solde en fin d'exercice	148 004	279 393
Ajustement sur la base de la juste valeur	(49 818)	(95 989)
Équivalent sur la base de la juste valeur	98 186	183 404

NOTE 11

MONTANTS À PAYER ET PASSIF EXIGIBLE

<i>En milliers de USD</i>		
	2007	2006
Sommes à payer pour achat de titres	219 336	79 429
Engagements au titre de l'AMACS	41 355	32 922
Autres sommes à payer et engagements exigibles	64 726	56 629
Total	325 417	168 980

Sur le total ci-dessus, la somme d'environ 76 141 000 USD (64 800 000 USD en 2006) devrait être à payer dans plus d'un an à compter de la date du bilan.

NOTE 12**RECETTES REPORTÉES**

Les contributions reportées représentent des contributions reçues dont la comptabilisation est reportée à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Les produits reportés comprennent des sommes provenant des commissions de service reçues en paiement de frais qui n'ont pas encore été encourus.

	<i>En milliers de USD</i>	
	2007	2006
Recettes reportées	169 887	110 533
Ajustement sur la base de la juste valeur	(9 129)	(7 213)
Recettes reportées sur la base de la juste valeur	160 758	103 320

NOTE 13**GAINS/PERTES DE CHANGE NETS**

Les taux de conversion du DTS en USD appliqués au 31 décembre des trois dernières années étaient les suivants:

<i>Année</i>	<i>USD</i>
2007	1,57592
2006	1,50387
2005	1,42633

Les effets des variations de change sont détaillés ci-après:

	<i>En milliers de USD</i>	
	2007	2006
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	784 190	534 250
Variations de change pour l'année:		
Liquidités et placements	95 259	81 323
Placements détenus jusqu'à échéance	2 556	21 142
Montants nets à recevoir/à payer	2 868	(2 316)
Encours des prêts et des dons	147 305	147 502
Billets à ordre et montants à recevoir des Membres	22 089	19 110
Contributions des États membres	(26 719)	(16 821)
Total des variations sur l'année	243 358	249 940
Solde de clôture au 31 décembre	1 027 548	784 190

Les variations de change présentées ci-dessus ne comprennent pas les gains ou pertes liés directement aux opérations, qui figurent au poste Total des variations de change.

NOTE 14**PRODUIT DES LIQUIDITÉS ET DES PLACEMENTS****a) Gestion du portefeuille de placements**

Depuis 1994, la gestion de la majeure partie du portefeuille de placements du FIDA est confiée à des gestionnaires extérieurs qui agissent conformément aux lignes directrices du Fonds. Au 31 décembre 2007, les fonds sous mandat de gestion externe se chiffraient à 1 892 200 000 USD (1 393 100 000 USD en 2006), ce qui représente environ 75% (59% en 2006) du total des liquidités et placements.

b) Instruments dérivés

Les lignes directrices du FIDA en matière de placements autorisent le recours aux types d'instruments dérivés suivants:

i) Contrats à terme

Les contrats à terme en cours en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	<i>31 décembre</i>	
	2007	2006
Nombre de contrats en cours:		
achat	1 618	564
vente	581	266
Gains nets latents (en milliers de USD)	2 451	595
Échéances (en jours)	66 à 623	67 à 442

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2007 portaient sur des obligations d'État et des devises.

ii) Options

Le FIDA limite les opérations dans ce domaine aux options négociées sur des marchés organisés. Il n'émet pas de contrats d'option. Les options en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	<i>31 décembre</i>	
	2007	2006
Nombre de contrats en cours:		
achat	1 104	627
vente	1 064	561
Valeur de marché (en milliers de USD)	42	-
Gains/(pertes) nets latents (en milliers de USD)	191	(7)
Échéances (en jours)	25 à 350	78 à 353

Les contrats d'option en cours au 31 décembre 2007 portaient sur des obligations d'État et des indices du marché monétaire.

iii) Contrats à terme couverts

Au 31 décembre 2007, les contrats à terme affichaient une perte latente de 136 000 USD (5 145 000 USD en 2006). Leurs échéances s'échelonnaient entre 7 et 79 jours (entre 5 et 79 jours au 31 décembre 2006).

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2007 portaient sur des devises.

c) Produit des liquidités et des placements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 155 190 000 USD (66 379 000 USD en 2006). Ce chiffre brut ne comprend pas les frais directs imputables sur le produit des placements, soit 3 929 000 USD (4 134 000 USD en 2006), qui sont inclus dans les charges.

	<i>En milliers de USD</i>		
	2007		Total
	<i>Placements au cours du marché</i>	<i>Placements détenus jusqu'à échéance</i>	
Intérêts sur titres à revenu fixe	68 361	29 055	97 416
Produit net des contrats à terme et des options	543	-	543
Plus-value/(moins-value) sur titres à revenu fixe	(2 461)	9 169	6 708
Plus-value/(moins-value) latente sur titres à revenu fixe	43 359	(6 088)	37 271
Revenu des prêts de titres	1 531	360	1 891
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	11 361	-	11 361
Total	122 694	32 496	155 190

	<i>En milliers de USD</i>		
	2006		
	<i>Placements au cours du marché</i>	<i>Placements détenus jusqu'à échéance</i>	<i>Total</i>
Intérêts sur titres à revenu fixe	76 083	15 925	92 008
Perte nette des contrats à terme et des options	(301)		(301)
Moins-value sur titres à revenu fixe	(25 416)	(1 479)	(26 895)
Perte latente sur titres à revenu fixe	(5 463)	-	(5 463)
Produit des prêts de titres	588	52	640
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	6 390	-	6 390
Total	51 881	14 498	66 379

Dans le cas des placements détenus jusqu'à échéance, les plus-values/(moins-values) effectives correspondent à l'amortissement.

Ces chiffres comprennent le produit des entités consolidées, à savoir:

	<i>En milliers de USD</i>	
	2007	2006
FIDA	146 432	61 975
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	1 741	1 106
Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE	1 168	1 085
PC-FBS	4 284	290
Autres fonds supplémentaires	5 226	3 644
À déduire: recettes reportées/reclassées	(3 661)	(1 721)
Total	155 190	66 379

Le taux de rendement annuel des liquidités et des placements consolidés en 2007 s'est établi à 6,10% net de charges (2,6% net de charges en 2006). Le taux de rendement annuel des liquidités et placements du FIDA en 2007 s'est établi à 6,10% net de charges (2,46% net de charges en 2006).

NOTE 15

RECETTES PROVENANT D'AUTRES SOURCES

Ces recettes proviennent principalement de remboursements de frais de fonctionnement spécifiques par le Gouvernement hôte. Elles comprennent également les commissions de service reçues des entités hébergées par le FIDA pour le paiement de services administratifs. Ces sommes sont détaillées ci-dessous:

	<i>En milliers de USD</i>	
	2007	2006
Commissions de service	224	415
Remboursements du Gouvernement hôte	11 781	7 794
Recettes provenant d'autres sources	2 036	1 434
Total	14 041	9 643

NOTE 16

RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS

	<i>En milliers de USD</i>	
	2006 (après révision)	
	2007	2006
Fonds supplémentaires	107 840	12 425
PC-FBS	5 831	5 307
Total	113 671	17 732

À partir de 2007, les contributions au titre de l'Initiative PPTE sont compensées par les charges correspondantes. Les chiffres relatifs aux exercices antérieurs ont été recalculés en conséquence.

NOTE 17

RÉSULTAT FINANCIER

	<i>En milliers de USD</i>	
	2007	2006
Frais financiers:		
Frais bancaires	(581)	(540)
Frais de gestion des placements	(2 923)	(3 098)
Total	(3 504)	(3 638)
Produits financiers:		
Intérêts sur les placements à taux fixe	97 416	92 008
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	11 361	6 390
Total	108 777	98 398
Résultat net (charges)	105 273	94 760

NOTE 18

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation ventilées par principales sources de financement sont présentées à l'appendice J.

Le Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP) finance les dépenses pluriannuelles afférentes à la conception, à l'exécution et à la supervision des projets et programmes financés par les prêts et les dons du FIDA. Lorsqu'un engagement est pris au titre du MFDP, le coût correspondant est comptabilisé en charge sous une rubrique distincte de l'état des recettes et des dépenses, et enregistré au passif du bilan pour les montants non décaissés. Les engagements au titre du MFDP sont déduits des ressources disponibles pour engagement lorsque les activités auxquelles ils correspondent deviennent effectives, compte tenu des différentes étapes prévues pour chacune d'entre elles.

Les coûts relatifs au MFDP ainsi que d'autres sources de financement, y compris le Plan d'action, sont enregistrés dans les comptes selon la nature de la dépense à laquelle ils correspondent.

NOTE 19

EFFECTIFS, PENSIONS ET ASSURANCE MALADIE

a) Effectifs

Les agents figurant sur les états de paie du FIDA sont affiliés aux régimes de prestations offerts par le Fonds, à savoir la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par la FAO.

En 2007, les effectifs à plein temps du FIDA et des autres entités consolidées, classés par principale source budgétaire, se décomposaient comme suit:

	<i>Cadre organique</i>		<i>Services généraux</i>	<i>Total</i>
Budget administratif - FIDA	184	219		403
MFDP-FIDA	17	27		44
Autres sources - FIDA	18	21		39
PC-FBS	1	2		3
Cadres associés	14	-		14
Fonds programmatiques	3	1		4
Total 2007	237	270		507
Total 2006	214	260		474

Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les 19 agents recrutés sur la base de contrats temporaires rémunérés à la journée (25 en 2006).

Comme les années précédentes, le FIDA a recouru aux services de consultants, de personnel de conférence et d'autres agents temporaires pour faire face à ses besoins opérationnels.

b) Pensions

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, établie au 31 décembre 2005, a fait apparaître un excédent actuariel s'élevant à 1,29% de la rémunération soumise à retenue pour pension. Le FIDA verse des cotisations pour le compte de son personnel (actuellement payées par l'affilié et le FIDA à hauteur de 7,9% et 15,8% respectivement de la rémunération soumise à retenue pour pension) et serait coresponsable, au prorata de sa part, de tout déficit. Le total des cotisations versées à la Caisse des pensions en 2007 s'est élevé à 8 024 000 USD (7 83 000 USD en 2006).

c) Plan d'assurance maladie après cessation de service

La dernière évaluation actuarielle de l'AMACS a été effectuée au 31 décembre 2007, à l'aide d'une méthode rétrospective de répartition des prestations au prorata des années de service, sur la base des hypothèses suivantes: taux d'actualisation: 5,5%; rendement des placements: 5,0%; augmentations de salaires prévues: 3,0%; augmentation des frais médicaux: 5,0%; inflation: 2,5%; et taux de change: 1 EUR = 1,28 USD. D'après ce calcul, la part des engagements non provisionnés revenant au FIDA au 31 décembre 2007 était de l'ordre de 41 355 000 USD. Les états financiers des exercices 2007 et 2006 comprennent une provision et les actifs suivants au 31 décembre:

	En milliers de USD	
	2007	2006
Passif (services passés)		
Total de la provision au 1 ^{er} janvier	(32 922)	(27 919)
Charges d'intérêts	(1 470)	(1 247)
Coût des services actuels	(1 949)	(1 694)
Reclassement des services actuels afférent aux entités autres que le FIDA	-	(154)
Pertes actuarielles	(5 014)	(1 908)
Provision au 31 décembre	(41 355)	(32 922)
Actif		
Total des actifs au 1 ^{er} janvier	32 922	27 919
Intérêt sur solde	1 742	1 247
Contributions	11 535	2 941
Pertes actuarielles	-	815
Total des actifs au 31 décembre	46 199	32 922

Le FIDA inscrit dans ses comptes, pour cette couverture médicale, le coût total des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris pour les retraités. En 2007, ce coût, inclus dans les salaires et prestations du personnel, s'est élevé à 3 648 000 USD (3 011 000 USD – en 2006).

d) Risque d'évaluation actuarielle de l'AMACS

Le tableau ci-dessous présente les résultats d'une analyse de sensibilité des principales hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle des engagements et du coût des services au titre de l'AMACS au 31 décembre 2007.

	Engagement (%)	Coût des services (%)
Taux de change USD-EUR:		
1,46 au lieu de 1,28	+10,5	+10,5
Augmentation des frais médicaux:		
6,0% au lieu de 5,0%	+28,3	+40,3
Taux d'actualisation:		
4,5% au lieu de 5,5%	+25,3	+34,1

NOTE 20

FRAIS FINANCIERS DIRECTS (BANQUES ET PLACEMENTS)

	En milliers de USD	
	2007	2006
Frais de gestion des placements	(2 923)	(3 098)
Autres charges nettes	(582)	(540)
Impôt récupérable (payé)/reçu	(10)	12
Total	(3 515)	(3 626)

NOTE 21

ADJUSTEMENT SUR LA BASE DE LA JUSTE VALEUR

Les variations de la juste valeur se décomposent comme suit:

	En milliers de USD	
	2007	2006
Encours des prêts	(16 067)	(19 326)
Provision cumulée pour dépréciation de prêts	(1 573)	19 342
Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	(50 771)	(3 430)
Encours des prêts (net)	(68 411)	(3 414)
Billets à ordre des contribuants	(3 215)	(4 309)
Contributions à recevoir	(8 705)	(19 174)
Contributions	10 613	22 572
Dons non décaissés	9 414	(1 867)
Recettes reportées	1 307	911
Total	(58 997)	(5 281)

NOTE 22

INFORMATIONS AFFÉRENTES AUX ENTITÉS HÉBERGÉES

Parmi les dons figure le financement annuel de deux entités hébergées par le FIDA, la Coalition internationale pour l'accès à la terre et le Mécanisme mondial comme suit:

	En milliers de USD		
	Total cumulé	2007	2006
Coalition internationale	8 915	-	1 700
Mécanisme mondial	7 550	-	1 250
Total	16 465	-	2 950

Au 31 décembre, les dettes/(créances) du Mécanisme mondial et de la Coalition internationale à l'égard du FIDA s'établissaient comme suit:

	En milliers de USD	
	2007	2006
Coalition internationale	(22)	413
Mécanisme mondial	1 470	1 435
Total	1 448	1 848

NOTE 23

IMPRÉVUS

a) Éléments de passif conditionnels

Le FIDA a accumulé des engagements conditionnels au titre des allègements de dette annoncés par la Banque mondiale/le Fonds monétaire international en faveur de 10 pays. Voir la note 10 pour de plus amples détails sur le coût potentiel de l'allègement des montants dus par ces pays au titre du principal

et des intérêts ainsi que de la non-comptabilisation des intérêts qu'auraient produits les prêts pour lesquels un allègement de dette a déjà été approuvé, comme indiqué à l'appendice I.

NOTE 24**DATE D'AUTORISATION DE LA PUBLICATION DES ÉTATS FINANCIERS**

Les états financiers consolidés pourront être publiés après recommandation par le Comité d'audit à sa réunion d'avril 2008 et approbation par le Conseil d'administration à sa session d'avril 2008. Les états financiers consolidés de l'exercice 2007 seront soumis pour approbation au Conseil des gouverneurs à sa session de février 2009. Les états financiers consolidés de l'exercice 2006 ont été approuvés par le Conseil des gouverneurs à sa trentième et unième session, en février 2008.

État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2007 et 2006

État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2007 (en milliers de USD)

<i>États membres</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Algérie			102		102
Angola			7		7
Australie ¹	2 721		84		2 805
Autriche	755				755
Belgique ²	5 059	758	1 538		7 355
Belgique pour le FBS-PC			63 836		63 836
Canada			2 528		2 528
Chine			30		30
Colombie			25		25
Danemark	2 467	3 264	3 953		9 684
Finlande	2 494	1 806	3 957		8 257
France	1 032	861	3 846		5 739
Allemagne	46	4 355	6 621		11 022
Ghana			102		102
Grèce			102		102
Indonésie			50		50
Irlande	5 742		1 690		7 432
Italie	17 867	4 662	28 907		51 436
Japon	1 876	2 073	3 967		7 916
Jordanie			15		15
Luxembourg	750		1 274		2 024
Malaisie			28		28
Maroc			50		50
Pays-Bas	67 054	4 629	10 151		81 834
Nigéria			50		50
Norvège	19 687	1 672	4 936		26 295
Pakistan			25		25
Paraguay			15		15
Portugal	142		738		880
République de Corée		2 819			2 819
Sénégal			15		15
Afrique du Sud			10		10
Espagne			5 468		5 468
Suriname	2 019				2 019
Suède	9 379	2 282	2 059		13 720
Suisse	8 388	343	8 095		16 826
Turquie			47		47
Royaume-Uni	17 298		3 863		21 161
États-Unis		322	85		407
Total États membres	164 776	29 846	158 269		352 891

¹ L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

² La contribution de la Belgique comprend une somme de 942 000 USD versée par le FBS-PC.

État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2007 et 2006

État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2007 (suite) (en milliers de USD)

<i>États non membres et autres sources</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Banque africaine de développement	2 800		153		2 953
Banque arabe	1 033		25		1 058
Fonds arabe de développement économique et social	2 998				2 998
Programme des pays arabes du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies	299				299
Congressional Hunger Center			183		183
Commission européenne	814		64 603		65 417
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	14		21		35
Liechtenstein			5		5
Fédération nationale des coopératives agricoles	35				35
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	1 976				1 976
Organisation des pays exportateurs de pétrole	50				50
Autres			576		576
Excédent des commissions de service	50				50
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies	1 000				1 000
Fonds des Nations Unis pour les partenariats internationaux	81				81
Banque mondiale	1 174		451	21 460	23 085
Total États non membres et autres sources	12 324		66 017	21 460	99 801
Total 2007	177 100	29 846	224 286	21 460	452 692
Total 2006	173 600	28 024	149 875	20 346	371 845

État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2007 et 2006

État des contributions complémentaires cumulées et des autres contributions de 1978 à 2007

(en milliers de USD)

Canada			1 511
Inde			1 000
Royaume-Uni			9 143
<i>Contributions reçues de la Belgique au titre du FBS-PC</i>			
	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers de USD</i>
Quatrième reconstitution	EUR	19 831	24 341
Cinquième reconstitution	EUR	14 874	19 516
Sixième reconstitution	EUR	16 400	21 474
	EUR	51 105	65 331
<i>Contributions afférentes à la reconstitution du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE</i>			
Italie			4 602
Luxembourg			1 053
Pays-Bas			14 024
			19 679
Total contributions complémentaires 2007			96 664
Total contributions complémentaires 2006			87 248

État des contributions des États membres et des donateurs à l'Initiative PPTE

(en milliers de USD)

<i>Contributions afférentes à la reconstitution du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE (voir tableau précédent)</i>		19 679
Belgique		2 713
Commission européenne		10 512
Finlande		5 193
Allemagne		6 989
Islande		250
Norvège		5 912
Suède		17 000
Suisse		3 276
Fonds fiduciaire PPTE administré par la Banque mondiale		104 127
Total contributions au Fonds fiduciaire PPTE du FIDA en 2007		175 651
Total contributions au Fonds fiduciaire PPTE du FIDA en 2006		71 524

État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2007 et 2006

État des contributions supplémentaires et des contributions complémentaires reçues en 2007

Contributions reçues pour le nouveau bâtiment du siège en 2007

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers de USD</i>
Algérie	EUR	70	94
Belgique (FBS-PC)	EUR	40	96
Ghana	EUR	70	100
Grèce	EUR	70	59
Total		250	349

Contributions reçues pour le cofinancement de projets en 2007

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers de USD</i>
Canada	CAD	1 200	1 058
Pays-Bas	USD	152	152
Norvège	NOK	9 000	1 506
Royaume-Uni	GBP	4 000	7 804
Total			10 520

Contributions reçues pour le programme de cadres associés en 2007

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>En milliers de USD</i>
Belgique	USD	148	148
Danemark	USD	108	108
Finlande	USD	145	145
France	USD	66	66
Allemagne	USD	360	360
Italie	USD	504	504
Norvège	USD	285	285
République de Corée	USD	275	275
Total		1 891	1 891

Contributions versées sous forme de fonds supplémentaires en 2007

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers de USD</i>
Banque africaine de développement	USD	150	150
Commission européenne	EUR	42 750	62 656
Finlande	EUR	400	545
Italie	EUR	3 000	4 230
Italie	USD	310	310
Luxembourg	EUR	850	1 110
Pays-Bas	USD	125	125
Espagne	EUR	2 000	2 529
Royaume-Uni	GBP	288	568
			72 223

Contributions versées sous forme de fonds supplémentaires pour le Fonds fiduciaire PPTE en 2007

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>En milliers de USD</i>
Fonds fiduciaire PPTE de la Banque mondiale	USD	104 127	104 127
Total			104 127

Contributions complémentaires reçues en 2007

	<i>Restitutions</i>	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers de USD</i>
Belgique pour le FBS-PC ¹	VI ^{ème} restitution	EUR	9 531	12 890
Inde	VI ^{ème} restitution	USD	1 000	1 000
Royaume-Uni	VI ^{ème} restitution	GBP	500	989
Total				14 879

¹ Les paiements incluent les tirages sur billets à ordre.

État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2007 et 2006

État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires non décaissées (En milliers de USD sauf indication contraire)

État des variations de contributions	Fonds				
	Fonds de cofinancement de projets	pour le programme de cadres associés	Autres fonds supplémentaires	FEM	Total
Fonds non décaissés au 1^{er} janvier 2007	7 854	1 722	31 047	18 049	58 672
Contributions reçues des donateurs	7 980	1 891	72 874		82 745
Transferts	3 021		(3 021)		
Contributions restituées aux donateurs	(7)	(73)	(176)		(256)
Intérêts	57	39		859	955
Frais	(11 321)	(1 841)	(61 262)	(17 089)	(91 513)
Fonds non décaissés au 31 décembre 2007	7 584	1 738	39 462	1 819	50 603
Fonds de cofinancement de projets		<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>			
		<i>2007</i>		<i>2006</i>	
États membres					
Finlande			52		
Irlande			520		2 115
Italie			1 828		2 267
Japon			303		304
Pays-Bas			162		154
Norvège			1 704		791
Suriname					2
Suède			176		260
Suisse			96		321
Royaume-Uni			1 709		619
Total États membres			6 550		6 833
Autres sources					
Banque arabe			1 033		976
Fonds arabe de développement économique et social			1		1
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux					4
Banque mondiale					40
Total autres sources			1 034		1 021
Total			7 584		7 854
Fonds pour le programme de cadres associés		<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>		<i>Nombre cumulé de cadres associés</i>	
		<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>
Belgique	92	89	4	4	
Danemark	217	210	20	20	
Finlande	163	208	10	10	
France	76	122	4	4	
Allemagne	289	254	28	27	
Italie	479	371	21	20	
Japon	47	47	11	11	
Pays-Bas	2	73	29	29	
Norvège	224	83	9	9	
République de Corée	100	57	8	8	
Suède	49	208	14	13	
Suisse			3	3	
États-Unis			3	3	
Total	1 738	1 722	164	161	

Au total 15 cadres associés ont travaillé au FIDA en 2007 (20 en 2006). Leurs postes étaient financés par la Belgique (1), le Danemark (1), la Finlande (2), la France (1), l'Allemagne (3), l'Italie (4), la Norvège (1), la République de Corée (1) et la Suède (1).

État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2007 et 2006

Autres fonds supplémentaires et complémentaires	Solde non décaissé au 31 décembre	
	2007	2006
États membres		
Belgique	19	19
Canada	1 412	899
Danemark	132	223
Finlande	717	722
France	75	429
Allemagne	864	1 184
Irlande	981	445
Italie	12 812	11 594
Inde	1 000	
Japon	184	339
Luxembourg	1 097	42
Malaisie	13	13
Pays-Bas	192	282
Norvège	341	811
Portugal	154	219
Espagne	5 187	2 631
Suède	532	560
Suisse	2 056	2 706
Royaume-Uni	5 821	5 786
Total États membres	33 588	28 904
Autres sources		
Banque africaine de développement	150	
Congressional Hunger Center		4
Commission européenne	5 684	1 703
Banque mondiale	13	409
Autres	27	27
Total autres sources	5 874	2 143
Total	39 462	31 047

Fonds pour l'environnement mondial

	Contributions cumulées reçues au 31 décembre	Solde non décaissé au 1 ^{er} janvier 2007	Fonds		Solde non décaissé au 31 décembre 2007
			reçus des donateurs	Décaissements	
Bénéficiaires					
Régions Asie	340	34		(14)	20
Brésil	5 988	5 942		(5 842)	100
Chine	350	99		(58)	41
Éthiopie	350	133		(101)	32
Appui mondial à la mise en œuvre de la CCD ¹	637	25			25
Jordanie	350	165		(24)	141
Kenya	4 700	4 700		(4 700)	
Mali	6 326	6 011		(6 000)	11
Maroc	350	238		(198)	40
Sri Lanka	350	85		(85)	
Tunisie	350	107		(67)	40
Non alloués	255	255			255
Total	20 346	17 794		(17 089)	705
Intérêts	1 114	255	859		1 114
Total	21 460	18 049	859	(17 089)	1 819

¹ CCD = Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique.

OPINION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



PricewaterhouseCoopers SpA

The International Fund for Agricultural Development
Rome

We have audited the accompanying consolidated Financial Statements (Appendices A, B, B1, C, D and D1) of the International Fund for Agricultural Development (the Fund) as at and for the year ended 31 December 2007. These financial statements are the responsibility of the Fund's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the consolidated financial position of the International Fund for Agricultural Development as at 31 December 2007, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.

Rome, 15 April 2008

PricewaterhouseCoopers SpA

John McQuiston
(Partner)

Sede legale e amministrativa: Milano 20149 Via Monte Rosa 91 Tel. 0277851 Fax 027785240 Cap. Soc. 3.754.400,00 Euro i.v., C.F. e P.IVA e Reg. Imp. Milano 12979860155 Iscritta al n. 43 dell'Albo Consob - Altri Uffici: Bari 70125 Viale della Repubblica 110 Tel. 0805429663 - Bologna 40122 Via delle Lame 111 Tel. 051526511 - Brescia 25124 Via Cefalonia 70 Tel. 0302219811 - Firenze 50129 Viale Milton 65 Tel. 0554627100 - Genova 16121 Piazza Dante 7 Tel. 01029041 - Napoli 80121 Piazza dei Martiri 30 Tel. 0817944441 - Padova 35137 Largo Europa 16 Tel. 0498762677 - Palermo 90141 Via Marchese Ugo 60 Tel. 091349737 - Parma 43100 Viale Tanara 20/A Tel. 0521242848 - Roma 00154 Largo Fochetti 29 Tel. 06570251 - Torino 10129 Corso Montevocchie 37 Tel. 011556771 - Trento 38100 Via Grazioli 73 Tel. 0461237004 - Treviso 31100 Viale Falissent 90 Tel. 0422696911 - Trieste 34125 Via Cesare Battisti 18 Tel. 0403480781 - Udine 33100 Via Pascolle 43 Tel. 043225789 - Verona 37122 Corso Porta Nuova 125 Tel. 0458002561

Fonds international de développement agricole
Rome

Nous avons procédé à la vérification des états financiers consolidés (appendices A, B, B1, C, D et D1 ci-joints) du Fonds international de développement agricole (le Fonds) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction du Fonds. Notre responsabilité est d'émettre une opinion à leur sujet sur la base de notre vérification.

Notre vérification a été conduite selon les normes internationales d'audit. Ces normes nous imposent de planifier et d'exécuter la vérification de manière à pouvoir raisonnablement assurer que les états financiers sont exempts d'inexactitudes matérielles. La vérification comprend l'examen, par sondage, des pièces justificatives des montants indiqués et des informations fournies dans les états financiers. Elle comprend aussi une évaluation des principes comptables appliqués et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une évaluation de la présentation générale des états financiers. Nous pensons que notre vérification nous permet de formuler une opinion avec un degré raisonnable de certitude.

À notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Fonds international de développement agricole au 31 décembre 2007, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, en accord avec les normes internationales d'information financière.

Rome, le 15 avril 2008

PricewaterhouseCoopers SpA

John McQuiston
(partenaire)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux

Aux 31 décembre 2007 et 2006

<i>Actif</i>	<i>En milliers de USD</i>		<i>En milliers de DTS</i>	
	<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	264 530	156 720	167 857	104 210
Placements (note 4)	2 402 377	2 258 424	1 524 429	1 501 739
Billets à ordre à encaisser (note 5)	340 842	331 291	216 282	220 292
Contributions à recevoir (note 5)	355 812	347 022	225 780	230 752
Moins: provisions (note 6)	(168 485)	(169 360)	(106 912)	(112 616)
	528 169	508 953	335 150	338 428
Autres comptes débiteurs (note 7)	302 917	128 490	192 215	85 440
Encours des prêts (note 8 et appendice H)	4 911 615	4 466 220	3 116 665	2 969 813
Moins: provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 8 a))	(173 990)		(110 406)	(112 484)
Moins: provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 10 b) et appendice I)	(148 004)	(279 393)	(93 915)	(185 783)
Encours net des prêts	4 589 621	4 017 665	2 912 344	2 671 546
Total actif	8 087 614	7 070 252	5 131 995	4 701 363

<i>Passif et fonds propres</i>	<i>En milliers de USD</i>		<i>En milliers de DTS</i>	
	<i>2007</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>
Comptes créditeurs et passif exigible (note 11)	341 182	169 215	216 497	112 519
Dons non décaissés	76 848	54 216	48 764	36 051
Recettes reportées (note 12)	93 396	5 223	59 264	3 473
Total passif	511 426	228 654	324 525	152 043
Fonds propres				
Contributions				
Ordinaires	5 296 347	4 982 756	4 382 300	4 194 336
Spéciales	20 348	20 348	15 219	15 219
Total contributions (appendice G)	5 316 695	5 003 104	4 397 519	4 209 555
Réserve générale	95 000	95 000	60 282	63 170
Bénéfices non distribués intégralement engagés	2 164 493	1 743 494	349 669	276 595
Total fonds propres	7 576 188	6 841 598	4 807 470	4 549 320
Total passif et fonds propres	8 087 614	7 070 252	5 131 995	4 701 363

Le bilan du Fonds est établi en DTS étant donné que la majorité de ses actifs sont libellés en DTS et/ou dans des monnaies servant au calcul du DTS. Cet état est présenté uniquement pour information et est exprimé en valeurs nominales.

État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

		2007	2006
Avoirs disponibles en monnaies librement convertibles	Liquidités	264 451	156 639
	Placements	2 401 751	2 257 790
	Billets à ordre	339 444	329 892
	Autres montants à recevoir ¹	69 840	128 490
		3 075 486	2 872 811
Moins	Montants à payer et passif exigible	256 805	169 180
	Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP), report	2 257	3 879
	Réserve générale	95 000	95 000
	Prêts entrés en vigueur non décaissés	2 286 987	2 090 759
	Prêts approuvés et signés mais non encore entrés en vigueur	280 246	302 504
	Dons non décaissés	76 848	54 216
		2 644 080	2 447 479
	Provision pour billets à ordre	80 898	80 898
		3 079 040	2 796 435
Ressources disponibles pour engagement		(3 554)	76 376
Moins	Prêts non encore signés	461 745	484 698
	Dons non encore signés	120 053	44 994
Ressources nettes disponibles avant engagements anticipés		(585 352)	(453 316)
Engagements anticipés reportés au 1^{er} janvier		453 316	296 022
Engagements anticipés approuvés aux sessions du Conseil d'administration au cours de l'exercice		142 784	181 600
		596 100	477 622
Moins	Engagements anticipés couverts pendant l'exercice	(10 748)	(24 306)
Engagements anticipés reportés au 31 décembre		453 316	585 352
Montant net des ressources disponibles pour engagement		-	-

¹ Ce poste ne comprend pas les sommes exigibles au titre des fonds fiduciaires PPTE et AMACS du FIDA.

État des contributions

Aux 31 décembre 2007 et 2006

État récapitulatif des contributions

Aux 31 décembre 2007 et 2006

	<i>En milliers de USD</i>	
	2007	2006
Contributions initiales	1 017 314	1 017 313
Première reconstitution	1 016 372	1 016 372
Deuxième reconstitution	566 560	566 560
Troisième reconstitution	553 509	553 495
Quatrième reconstitution	361 394	361 394
Cinquième reconstitution	441 170	440 641
Sixième reconstitution	569 136	519 898
Septième reconstitution	588 145	325 211
Total FIDA	5 113 600	4 800 884
PSA première phase	288 868	288 868
PSA deuxième phase	62 364	62 364
Total PSA	351 232	351 232
Contributions spéciales ¹	20 348	20 348
Total des contributions aux reconstitutions	5 485 180	5 172 464
États des contributions complémentaires		
Fonds belge de survie	65 331	57 904
Initiative PPTE	19 679	19 679
Autres contributions complémentaires	11 654	9 665
Total contributions complémentaires	96 664	87 248
Contributions à l'Initiative PPTE ne rentrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	155 972	51 845
Contributions du FBS ne rentrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	63 836	63 836
État des contributions supplémentaires²		
Cofinancement des projets	177 100	173 600
Programme de cadres associés	29 846	28 024
Autres fonds supplémentaires	160 450	86 039
Fonds pour l'environnement mondial	21 460	20 346
Total contributions supplémentaires	608 664	423 690
Total contributions	6 190 508	5 683 402
Total des contributions réparti comme suit:		
Total des contributions aux reconstitutions (cf. ci-dessus)	5 485 180	5 172 464
Moins provisions	(168 485)	(169 360)
Total net des contributions aux reconstitutions	5 316 695	5 003 104
Moins ajustement sur la base de la juste valeur	(36 851)	(45 195)
Total des contributions aux reconstitutions sur la base de la juste valeur	5 279 844	4 957 909

¹ Y compris la contribution spéciale de l'Islande avant son admission.² Y compris les intérêts perçus en vertu de chaque accord.

État des contributions

Aux 31 décembre 2007 et 2006

État des contributions des membres¹

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième restitutions des ressources (équivalent en milliers de USD)</i>	<i>Septième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers de USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers de USD)</i>	<i>Équivalent en milliers de USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
États membres							
Albanie	30	USD	10	10	10		10
Algérie	51 330	USD	1 100	1 100	330	770	1 100
Angola	260						
Argentine	7 900						
Arménie	11	USD	4	4	4		4
Australie ²	37 247						
Autriche	42 808	EUR	8 797	12 537	3 920	8 617	12 537
Azerbaïdjan	100						
Bangladesh	3 756	USD	600	600	180	420	600
Barbade	10						
Belgique	73 540	EUR	9 810	14 266	4 704		4 704
Belize	205						
Bénin	197						
Bhoutan	105	USD	30	30	30		30
Bolivie	1 200	USD	300	300			
Bosnie-Herzégovine		USD	75	75	75		75
Botswana	335	USD	25	25	25		25
Brésil ³	44 020	USD	7 916	7 916		7 916	7 916
Burkina Faso	159	USD	100	100	100		100
Burundi	70						
Cambodge	420	USD	210	210	210		210
Cameroun	855	USD	794	794	794		794
Canada	169 828	CAD	37 277	35 715	23 125		23 125
Cap-Vert	26						
République centrafricaine	11						
Chili	700	USD	100	100	100		100
Chine	40 839	USD	16 000	16 000	6 000		6 000
Colombie	470	USD	170	170	170		170
Comores ⁴	34						
Congo	352						
Îles Cook	5						
Côte d'Ivoire	1 559						
Cuba	9						
Chypre	162						
République populaire démocratique de Corée ⁴	800						
Congo, République démocratique du	1 180						
Danemark	113 350	DKK	60 000	11 458	3 615		3 615
Djibouti	6						

État des contributions
Aux 31 décembre 2007 et 2006

État des contributions des membres¹ (suite)

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième reconstitutions des ressources (équivalent en milliers de USD)</i>	<i>Septième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers de USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers de USD)</i>	<i>Équivalent en milliers de USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
Dominique	51						
République dominicaine	88						
Équateur	791						
Égypte ³	14 409	USD	3 000	3 000	900	2 100	3 000
El Salvador	100						
Érythrée	20						
Éthiopie	191	USD	30	30	30		30
Fidji	194						
Finlande	31 526	EUR	6 516	9 222	2 619		2 619
France ³	206 659	EUR	24 000	35 089		11 696	11 696
Gabon	3 016						
Gambie	45						
Allemagne ³	295 873	USD	40 000	40 000		26 000	26 000
Ghana	966						
Grèce	2 950	USD	600	600	600		600
Grenade	75						
Guatemala ³	793	USD	250	250			
Guinée	260	USD	70	70	70		70
Guinée-Bissau	30						
Guyana	635						
Haïti	107						
Honduras	802						
Islande	5	USD	100	100	100		100
Inde	62 812	USD	17 000	17 000	11 000		11 000
Indonésie	41 959	USD	5 000	5 000			
Iran (République islamique d') ⁴	128 750						
Iraq ⁴	53 099	USD	670	670	670		670
Irlande ⁵	6 411	EUR	6 000	8 483	2 634		2 634
Irlande ⁵		EUR	891	1 154	1 154		1 154
Israël	300						
Italie	224 023						
Jamaïque	326						
Japon	324 600	JPY	3 635 719	32 379	7 971	24 408	32 379
Jordanie	740						
Kenya	4 518	USD	66	66	66		66
Kiribati	5						
Koweït	153 041	USD	8 000	8 000	2 400	5 600	8 000
République démocratique populaire lao	154						
Liban	115	USD	80	80			
Lesotho	289	USD	100	100	100		100
Libéria	39						

État des contributions

Aux 31 décembre 2007 et 2006

État des contributions des membres¹ (suite)

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième reconstitutions des ressources (équivalent en milliers de USD)</i>	<i>Septième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers de USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers de USD)</i>	<i>Équivalent en milliers de USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
Jamahiriya arabe libyenne ⁴	52 000						
Luxembourg	2 506	EUR	650	928	263	665	928
Madagascar	280	USD	97	97	97		97
Malawi	73						
Malaisie	1 000						
Maldives	51						
Mali	63	USD	127	127	127		127
Malte	55						
Mauritanie ⁴	50						
Maurice	270						
Mexique	30 131	USD	3 000	3 000	1 000		1 000
Maroc	6 244						
Moldova	6	USD	10	10	10		10
Mozambique	320	USD	80	80	80		80
Myanmar	250						
Namibie	340	USD	20	20	20		20
Népal	160						
Pays-Bas ³	224 650	EUR	32 000	45 477	13 312	32 165	45 477
Nouvelle-Zélande	7 991						
Nicaragua	99	USD	20	20	12		12
Niger	175						
Nigéria	101 440	USD	5 000	5 000			
Norvège	144 750	NOK	209 482	37 313	11 592		11 592
Oman	200	USD	50	50	50		50
Pakistan	10 934	USD	4 000	4 000	1 333	2 667	4 000
Panama	166	USD	17	17	17		17
Papouasie-Nouvelle- Guinée	170						
Paraguay	605						
Pérou	760						
Philippines	1 778	USD	24	24	24		24
Portugal	3 089	EUR	873	1 254	361	468	829
Qatar	29 980	USD	10 000	10 000	7 000		7 000
République de Corée	10 239	USD	3 000	3 000	1 000		1 000
Roumanie	150	USD	100	100			
Rwanda	164						
Saint-Kitts-et-Nevis	20						
Sainte-Lucie	22						
Samoa	50						
Sao Tomé-et-Principe ⁴	10						
Arabie saoudite	379 778	USD	10 000	10 000	3 000	7 000	10 000
Sénégal	271	USD	113	113	113		113
Seychelles	20						
Sierra Leone	37						
Îles Salomon	10						

État des contributions

Aux 31 décembre 2007 et 2006

État des contributions des membres¹ (suite)

	Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième reconstitutions des ressources (équivalent en milliers de USD)	Septième reconstitution					Total
		Instruments déposés		Paiements (équivalent en milliers de USD)			
		Monnaie	Montant (en milliers de USD)	Équivalent en milliers de USD	Liquidités	Billets à ordre	
Somalie	10						
Afrique du Sud	500						
Espagne	12 700	EUR	24 000	35 089	35 089		35 089
Sri Lanka	6 884						
Soudan	889						
Swaziland	238	USD	20	20	20		20
Suède	164 544	SEK	251 400	37 681	24 715	12 966	37 681
Suisse ³	95 170	CHF	21 323	18 834		6 271	6 271
République arabe syrienne	967	USD	350	350	350		350
Thaïlande	750						
Togo	35						
Tonga	55						
Tunisie	2 578	USD	600	600	200		200
Turquie	15 336	USD	900	900	500		500
Ouganda	245						
Émirats arabes unis	51 180	USD	1 000	1 000			
Royaume-Uni ³	179 104	GBP	27 725	55 189			
Tanzanie, République- Unie de	264	USD	57	57	57		57
États-Unis ³	647 674	USD	54 000	54 000		14 850	14 850
Uruguay	225						
Venezuela (République bolivarienne du)	174 689						
Viet Nam	1 103	USD	500	500	100		100
Yémen	1 784	USD	592	592	592		592
Yougoslavie	108						
Zambie	307						
Zimbabwe	2 103						
Total États membres 31 décembre 2007	4 525 455			588 145	174 740	164 579	339 319
OPEP ⁶	20 000						
Autres	348						
Total autres sources 31 décembre 2007	20 348			588 145	174 740	164 579	339 319
31 décembre 2006	4 475 673			325 210	11 089	104 791	115 880

¹ Les montants étant exprimés en milliers de USD, les contributions de l'Afghanistan (93 USD) et du Tadjikistan (600 USD) n'apparaissent pas dans l'appendice G.

² L'Australie ne fait plus partie des États membres du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

³ Voir appendice D, note 5 a).

⁴ Voir appendice D, notes 6 a) et b).

⁵ Outre les 6 millions d'EUR qu'elle s'est engagée à verser au titre de la septième reconstitution, l'Irlande a fait une contribution supplémentaire de 891 000 EUR.

⁶ Organisation des pays exportateurs de pétrole.

État des contributions

Aux 31 décembre 2007 et 2006

Programme spécial pour l'Afrique

	<i>Première phase</i>			<i>Deuxième phase</i>		
	<i>Instruments déposés</i>			<i>Instruments déposés</i>		
	<i>Monnaie</i>	<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers de USD</i>	<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers de USD</i>	<i>Total</i>
Australie	AUD	500	389			389
Belgique	EUR	31 235	34 975	11 155	12 263	47 238
Danemark	DKK	120 000	18 673			18 673
Djibouti	USD	1	1			1
Union européenne	EUR	15 000	17 619			17 619
Finlande	EUR	9 960	12 205			12 205
France	EUR	32 014	37 690	3 811	4 008	41 698
Allemagne	EUR	14 827	17 360			17 360
Grèce	USD	37	37	40	40	77
Guinée	USD	25	25			25
Irlande	EUR	380	418	253	289	707
Italie	EUR	15 493	23 254	5 132	6 785	30 039
Italie	USD	10 000	10 000			10 000
Japon	JPY	2 553 450	21 474			21 474
Koweït	USD			15 000	15 000	15 000
Luxembourg	EUR	247	266			266
Mauritanie ¹	USD	25	25			25
Pays-Bas	EUR	15 882	16 174	8 848	9 533	25 707
Nouvelle-Zélande	NZD	500	252			252
Niger	EUR	15	18			18
Nigéria	USD			250	250	250
Norvège	NOK	138 000	19 759			19 759
Espagne	USD	1 000	1 000			1 000
Suède	SEK	131 700	19 055	25 000	4 196	23 251
Suisse	CHF	25 000	17 049			17 049
Royaume-Uni	GBP	7 000	11 150			11 150
États-Unis	USD	10 000	10 000	10 000	10 000	20 000
31 décembre 2007			288 868		62 364	351 232
31 décembre 2006			288 868		62 364	351 232

¹ Voir appendice D, notes 6 a) et b).

État des contributions

Aux 31 décembre 2007 et 2006

État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2007¹

(en milliers de USD)

<i>États membres</i>	<i>Instruments déposés^{2,3}</i>	<i>Billets à ordre déposés³</i>	<i>Paiements</i>	
			<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre encaissés</i>
Deuxième reconstitution				
Gabon			371	
Total			371	
Troisième reconstitution				
Gabon			15	
Total			15	
Quatrième reconstitution				
Kenya			505	
Total			505	
Cinquième reconstitution				
Argentine			1 500	
Australie				606
Kenya			50	
Suisse				605
Royaume-Uni		20 150		19 666
Total		20 150	1 550	20 877
Sixième reconstitution				
Brésil				2 639
France				10 804
Gabon			13	
Allemagne				12 000
Italie			37 848	
Japon				8 015
Kenya			60	
Pays-Bas				8 201
Nigéria			4 757	
Sri Lanka			334	
Suisse				5 766
Émirats arabes unis				700
Royaume-Uni		9 704		7 725
États-Unis				8 541
Total		9 704	43 012	64 391
Septième reconstitution				
Algérie	1 100	1 100		330
Arménie	4		4	
Autriche		11 393		3 920
Bangladesh				180
Belgique	13 238		4 704	
Bolivie	300			
Brésil		7 916		
Cambodge	210		210	
Canada	31 732	22 381		23 125
Chine			6 000	
Danemark		3 569		3 615
Égypte	3 000	3 000		900
Éthiopie	30		30	
Finlande	8 541		2 620	

État des contributions

Aux 31 décembre 2007 et 2006

État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2007¹ (suite)

(en milliers de USD)

<i>États membres</i>	<i>Instruments déposés^{2,3}</i>	<i>Billets à ordre déposés³</i>	<i>Paiements</i>	
			<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre encaissés</i>
France		11 574		
Allemagne		26 000		
Grèce	600		600	
Islande	100		100	
Inde			6 000	
Iraq	670		670	
Irlande	1 154		3 788	
Japon		15 833		7 971
Kenya	66		66	
Koweït	8 000	8 000		2 400
Luxembourg	843	843		262
Mali	127		127	
Mexique			1 000	
Moldova	4		4	
Mozambique	80	80		80
Pays-Bas				13 312
Nicaragua			2	
Nigéria	5 000			
Norvège			11 592	
Oman	50		50	
Pakistan		4 000		1 333
Panama	8		8	
Portugal	1 161	797		361
Qatar			3 000	
Corée			1 000	
Roumanie	100			
Arabie saoudite				3 000
Sénégal	113		113	
Espagne	35 089		35 089	
Swaziland	20		20	
Suède				24 715
Suisse	17 661	5 900		
Tanzanie	57		57	
Tunisie			200	
Turquie			400	
Émirats arabes unis	1 000			
Royaume-Uni	57 137			
États-Unis	54 000	14 850		
Viet Nam	500		100	
Yémen	592		592	
Total	242 286	137 235	78 147	85 504
Total général 2007	242 286	167 088	123 599	170 773

¹ Les montants étant exprimés en milliers de USD, le paiement effectué par le Tadjikistan (200 USD) n'apparaît pas dans l'appendice G.

² Les instruments déposés comprennent également les équivalents comptabilisés au titre des versements en espèces ou des tirages sur billets à ordre lorsque ces paiements n'étaient pas assortis d'un instrument de contribution.

³ Les instruments et billets à ordre libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont convertis dans cette monnaie à la date où ils sont déposés.

État des prêts

1. FIDA: Encours des prêts
Aux 31 décembre 2007 et 2006

Emprunteur ou garant	Prêts			Prêts entrés en vigueur		Encours des prêts
	approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Fraction non décaissée	Fraction décaissée	Remboursements	
Prêts (en milliers de USD)¹						
Bangladesh	30 000	-	-	30 000	14 250	15 750
Cap-Vert	2 003	-	-	2 003	951	1 052
Haïti	3 500	-	-	3 500	1 706	1 794
Népal	11 538	-	-	11 538	5 491	6 047
Sri Lanka	12 000	-	-	12 000	6 000	6 000
République-Unie de Tanzanie	9 489	-	-	9 489	4 692	4 797
Sous-total¹	68 530	-	-	68 530	33 090	35 440
Ajustement de change sur les prêts en USD	3 446	-	-	3 446	3 153	293
Sous-total - prêts en USD¹	71 976	-	-	71 976	36 243	35 733
Prêts (en milliers de DTS)¹						
Albanie	29 227	-	5 113	24 114	1 413	22 701
Algérie	1 398	-	785	613	49	564
Angola	17 250	5 250	571	11 429	447	10 982
Argentine	50 600	13 100	22 777	14 723	9 487	5 236
Arménie	45 649	7 900	1 932	35 817	450	35 367
Azerbaïdjan	32 659	10 850	6 802	15 007	210	14 797
Bangladesh ²	276 529	35 450	40 566	200 513	39 944	160 569
Belize	1 750	-	733	1 017	606	411
Bénin	72 753	-	13 521	59 232	10 929	48 303
Bhoutan	27 284	-	7 657	19 627	3 234	16 393
Bolivie	53 309	4 800	6 914	41 595	13 158	28 437
Bosnie-Herzégovine	32 757	8 800	622	23 335	553	22 782
Brésil	80 450	15 450	27 531	37 469	22 845	14 624
Burkina Faso	76 071	6 950	23 843	45 278	5 783	39 495
Burundi ²	41 689	-	11 758	29 931	7 272	22 659
Cambodge	27 778	-	5 170	22 608	155	22 453
Cameroun	38 879	-	17 294	21 585	3 684	17 901
Cap-Vert	10 890	-	3 126	7 764	985	6 779
République centrafricaine	23 044	-	-	23 044	1 758	21 286
Tchad	26 150	-	20 877	5 273	-	5 273
Chine	360 539	35 800	45 197	279 542	37 654	241 888
Colombie	23 345	-	12 190	11 155	6 158	4 997
Comores	4 182	-	-	4 182	882	3 300
Congo	13 950	-	10 526	3 424	-	3 424
Costa Rica	3 400	-	-	3 400	2 150	1 250
Côte d'Ivoire	25 276	-	14 558	10 718	1 564	9 154
Cuba	10 581	-	-	10 581	2 273	8 308
Corée, R.P.D. de	50 496	-	1 408	49 088	4 528	44 560
Congo, République démocratique du	39 693	-	20 070	19 623	3 905	15 718
Djibouti	4 462	-	2 216	2 246	643	1 603
Dominique	2 902	-	-	2 902	1 266	1 636
République dominicaine	18 458	-	85	18 373	9 754	8 619
Équateur	32 226	-	9 263	22 963	12 616	10 347
Égypte	134 705	-	28 627	106 078	31 089	74 989
El Salvador	73 010	19 450	7 930	45 630	17 933	27 697
Guinée équatoriale	5 794	-	-	5 794	1 118	4 676
Érythrée	24 950	-	10 054	14 896	855	14 041
Éthiopie	143 057	13 300	27 172	102 585	15 988	86 597
Gabon	8 593	3 800	-	4 793	4 680	113
Gambie	29 214	4 150	3 658	21 406	3 612	17 794
Géorgie	16 468	-	9 083	7 385	144	7 241
Ghana	104 577	14 250	26 063	64 264	8 527	55 737
Grenade	3 250	-	2 231	1 019	325	694
Guatemala	64 926	11 350	27 138	26 438	13 861	12 577
Guinée-Bissau	5 117	-	-	5 117	732	4 385
Guinée	74 549	-	24 937	49 612	6 921	42 691
Guyana	9 150	1 850	856	6 444	243	6 201
Haïti	60 852	8 800	20 427	31 625	8 003	23 622
Honduras	67 561	4 550	7 777	55 234	4 132	51 102
Inde	397 778	30 800	88 242	278 736	75 162	203 574
Indonésie ²	109 219	14 300	7 897	87 022	36 854	50 168
Jamaïque	2 253	-	-	2 253	2 230	23
Jordanie	32 255	-	9 784	22 471	10 063	12 408

État des prêts

Emprunteur ou garant	Prêts entrés en vigueur					
	Prêts approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Fraction non décaissée	Fraction décaissée	Remboursements	Encours des prêts
Prêts (en milliers de DTS)¹ (suite)						
Kenya	77 761	-	46 672	31 089	5 446	25 643
Kirghizistan	7 469	-	372	7 097	131	6 966
République démocratique populaire lao	49 573	-	11 676	37 897	4 164	33 733
Liban	14 533	-	-	14 533	9 535	4 998
Lesotho	24 164	2 850	3 124	18 190	2 973	15 217
Libéria	10 180	-	-	10 180	-	10 180
Madagascar ²	88 322	11 650	17 572	59 100	9 921	49 179
Malawi ²	70 241	5 350	11 652	53 239	12 132	41 107
Maldives	10 894	2 350	2 580	5 964	1 261	4 703
Mali	78 365	-	18 655	59 710	9 637	50 073
Mauritanie	41 467	-	14 628	26 839	4 964	21 875
Maurice	8 200	-	2 738	5 462	1 640	3 822
Mexique	53 300	-	35 626	17 674	10 233	7 441
Moldova	25 200	-	12 963	12 237	-	12 237
Mongolie	13 705	-	4 199	9 506	125	9 381
Maroc	76 559	11 950	30 434	34 175	21 569	12 606
Mozambique ²	94 458	-	28 310	66 148	8 993	57 155
Namibie	4 200	-	-	4 200	2 100	2 100
Népal	72 562	-	19 678	52 884	14 484	38 400
Nicaragua	38 832	2 550	14 666	21 616	1 357	20 259
Niger	40 955	-	16 076	24 879	4 214	20 665
Nigéria	118 011	45 400	33 422	39 189	8 104	31 085
Pakistan ²	254 392	22 850	52 544	178 998	68 713	110 285
Panama	38 755	-	18 618	20 137	13 370	6 767
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 901	-	-	3 901	2 597	1 304
Paraguay	19 808	-	7 651	12 157	9 632	2 525
Pérou	54 950	9 050	8 678	37 222	16 817	20 405
Philippines	58 512	-	19 081	39 431	7 856	31 575
Roumanie	12 400	-	-	12 400	3 307	9 093
Rwanda ²	84 816	-	21 847	62 969	8 510	54 459
Sainte-Lucie	1 242	-	-	1 242	625	617
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1 484	-	-	1 484	1 064	420
Samoa	1 908	-	-	1 908	482	1 426
Sao Tomé-et-Principe	13 761	-	5 861	7 900	1 325	6 575
Sénégal	62 414	-	14 640	47 774	3 488	44 286
Seychelles	824	-	-	824	743	81
Sierra Leone	26 500	-	5 433	21 067	7 393	13 674
Îles Salomon	2 519	-	-	2 519	336	2 183
Somalie	17 710	-	-	17 710	411	17 299
Sri Lanka	112 505	12 600	38 770	61 135	13 829	47 306
Soudan ²	129 500	16 800	28 472	84 228	19 557	64 671
Swaziland	16 353	-	7 110	9 243	3 627	5 616
République arabe syrienne	69 609	13 380	26 493	29 736	21 548	8 188
Ex-République yougoslave de Macédoine	11 758	-	112	11 646	279	11 367
Togo	17 565	-	-	17 565	1 521	16 044
Tonga	4 837	-	-	4 837	1 008	3 829
Tunisie	43 949	-	19 754	24 195	10 718	13 477
Turquie	42 722	-	22 830	19 892	16 391	3 501
Ouganda ²	132 820	9 950	46 161	76 709	14 633	62 076
Tanzanie, République-Unie de	126 407	-	43 967	82 440	5 516	76 924
Uruguay	18 880	-	5 368	13 512	9 159	4 353
Venezuela (République bolivarienne du)	27 920	-	16 615	11 305	8 502	2 803
Viet Nam	116 350	22 300	32 959	61 091	1 836	59 255
Yémen ²	138 036	10 850	26 034	101 152	24 910	76 242
Zambie	79 003	-	18 253	60 750	9 519	51 231
Zimbabwe	32 176	-	-	32 176	15 605	16 571
Total	5 718 141	470 830	1 447 275	3 800 036	906 637	2 893 399
Fonds pour Gaza et la Cisjordanie (FGC) ³	5 800	-	3 287	2 513	-	2 513
Équivalent en USD	9 020 473	741 990	2 285 970	5 992 513	1 276 155	4 716 358
Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS	(152 632)	-	-	(152 632)	-	(152 632)
Sous-total en USD des prêts en DTS au 31 décembre 2007	8 867 841	741 990	2 285 970	5 839 881	1 276 155	4 563 726
Total valeur nominale des prêts en USD au 31 décembre 2007	8 939 817	741 990	2 285 970	5 911 857	1 312 398	4 599 459
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 212 961)
Total USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2007						
Total USD en valeur nominale au 31 décembre 2006	8 257 916	787 202	2 089 191	5 381 523	1 218 163	4 163 360
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 141 766)
Total USD en juste valeur au 31 décembre 2006						3 021 594

État des prêts

2. FIDA: état récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale¹ Aux 31 décembre 2007 et 2006

	Prêts approuvés en milliers de DTS				Valeur en milliers de USD					
		Au 1 ^{er} janvier 2007	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	Au 31 décembre 2007	Au 1 ^{er} janvier 2007	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	Variation du taux de change DTS/USD	Au 31 décembre 2007
1978	USD	68 530			68 530	68 530				68 530
1979	DTS	201 486			201 486	303 010			14 515	317 525
1980	DTS	187 228			187 228	281 567			13 489	295 056
1981	DTS	188 716			188 716	283 805			13 596	297 401
1982	DTS	103 110			103 110	155 064			7 429	162 493
1983	DTS	143 589			143 589	215 940			10 345	226 285
1984	DTS	131 907			131 907	198 371			9 504	207 875
1985	DTS	60 332			60 332	90 732			4 346	95 078
1986	DTS	43 113		(19 449)	23 664	64 836		(30 650)	3 107	37 293
1987	DTS	87 891		(26 349)	61 542	132 177		(41 524)	6 332	96 985
1988	DTS	80 306			80 306	120 770			5 786	126 556
1989	DTS	108 137			108 137	162 624			7 791	170 415
1990	DTS	106 578		(5 693)	100 885	160 280		(8 972)	7 679	158 987
1991	DTS	127 804			127 804	192 202			9 207	201 409
1992	DTS	151 007	(776)		150 231	227 095	(1224)		10 881	236 752
1993	DTS	168 966			168 966	254 103			12 174	266 277
1994	DTS	182 760			182 760	274 848			13 167	288 015
1995	DTS	232 430	(5 270)		227 160	349 545	(8 305)		16 746	357 986
1996	DTS	244 457	(4 216)		240 241	367 632	(6 644)		17 613	378 601
1997	DTS	275 228	(255)		274 973	413 908	(402)		19 829	433 335
1998	DTS	284 199	(3 682)		280 517	427 399	(5 803)		20 476	442 072
1999	DTS	315 700	(1 556)		314 144	474 772	(2 452)		22 746	495 066
2000	DTS	312 250	(6 346)		305 904	469 584	(10 001)		22 497	482 080
2001	DTS	297 667	(9 070)		288 597	447 653	(14 293)		21 446	454 806
2002	DTS	246 100			246 100	370 103			17 731	387 834
2003	DTS	274 402			274 402	412 666			19 770	432 436
2004	DTS	275 750			275 750	414 692			19 868	434 560
2005	DTS	324 810			324 810	488 473			23 402	511 875
2006	DTS	350 400	(50)		350 350	526 957	(78)		25 245	552 124
2007	DTS	0			300 330				473 296	473 296
Total	DTS	5 506 323	(31 221)	(51 491)	5 723 941	8 280 808	(49 202)	(81 146)	870 013	9 020 473
Total	USD	68 530			68 530	68 530				68 530
Ajustement de change sur les prêts décaissés										
Total							(91 422)			(149 186)
Total						8 257 916				8 939 817

3. FIDA: structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale, selon la durée résiduelle Aux 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

Durée résiduelle	2007	2006
moins de 1 an	245 100	226 755
1-2 ans	182 251	161 223
2-3 ans	190 626	168 461
3-4 ans	188 824	175 555
4-5 ans	194 184	173 065
5-10 ans	979 048	878 641
10-15 ans	834 240	738 343
16-20 ans	727 740	655 263
21-25 ans	611 894	556 175
Plus de 25 ans	445 552	429 879
Total	4 599 459	4 163 360

¹ Les prêts approuvés en 1978 étaient libellés en dollars des États-Unis et sont remboursables dans les monnaies qui ont servi aux retraits. Depuis 1979, les prêts sont libellés en DTS et leur montant cumulé est converti dans le bilan. Au 31 décembre 2007, le taux de conversion DTS/USD utilisé pour le calcul était de 1/1,57591. Étant donné que les prêts ont été chiffrés au 31 décembre 2006 au taux alors en vigueur de 1/1,50387, leur valeur en dollars des États-Unis a augmenté de 870 013 000 USD du fait de l'évolution des taux de change entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007 (entre 2005 et 2006, la valeur des prêts en dollars des États-Unis avait diminué de 408 091 000 USD).

² Les remboursements incluent la contribution des Pays-Bas et de la Norvège à des prêts particuliers consentis à ces pays, ce qui s'est traduit par des remboursements partiels anticipés et par une augmentation correspondante des ressources disponibles pour engagement.

³ Voir appendice D, note 2 e) ii).

État des prêts

4. FIDA: état récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, par monnaie

Aux 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

<i>Monnaie de remboursement</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>
USD	3 903 151	3 550 598
EUR	584 482	499 807
GBP	111 826	112 955
Total	4 599 459	4 163 360

5. FIDA: état récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt

Aux 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

	<i>2007</i>	<i>2006</i>
Conditions particulièrement favorables	4 192 976	3 759 912
Conditions intermédiaires	282 500	292 332
Conditions ordinaires	123 983	111 116
Total	4 599 459	4 163 360

6. Structure des échéances des prêts non décaissés en valeur nominale

Aux 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

<i>Durée résiduelle</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>
Moins de 1 an	500 181	467 163
1-2 ans	477 482	450 930
2-3 ans	439 001	414 350
3-4 ans	392 392	369 540
4-5 ans	331 138	316 360
5-10 ans	823 594	791 810
Plus de 10 ans	64 172	66 240
Total	3 027 960	2 876 393

État des prêts

7. Programme spécial pour l'Afrique: état des prêts en valeur nominale

Aux 31 décembre 2007 et 2006

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Fraction non décaissée¹</i>	<i>Fraction décaissée</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
Prêts (en milliers de DTS)					
Angola	2 768	55	2 713	245	2 468
Burkina Faso	10 546	-	10 546	1 924	8 622
Burundi	4 494	-	4 494	525	3 969
Cap-Vert	2 183	-	2 183	423	1 760
Tchad	9 617	-	9 617	1 346	8 271
Comores	2 289	-	2 289	231	2 058
Djibouti	114	-	114	24	90
Éthiopie	6 660	-	6 660	1 753	4 907
Gambie	2 638	-	2 638	528	2 110
Ghana	22 321	-	22 321	4 045	18 276
Guinée-Bissau	2 126	-	2 126	80	2 046
Guinée	10 762	-	10 762	2 421	8 341
Kenya	12 387	590	11 797	1 931	9 866
Lesotho	7 481	-	7 481	1 407	6 074
Madagascar	1 098	-	1 098	92	1 006
Malawi	5 777	-	5 777	579	5 198
Mali	10 193	-	10 193	2 424	7 769
Mauritanie	19 020	-	19 020	3 704	15 316
Mozambique	8 291	-	8 291	2 176	6 115
Niger	11 119	-	11 119	2 678	8 441
Sénégal	23 234	-	23 234	4 117	19 117
Sierra Leone	1 505	-	1 505	169	1 336
Soudan	26 013	-	26 013	4 975	21 038
Ouganda	8 125	-	8 125	2 031	6 094
Tanzanie, République-Unie de	6 789	-	6 789	1 358	5 431
Zambie	8 607	-	8 607	2 145	6 462
Total	226 157	645	225 512	43 331	182 181
Équivalent en USD	356 405	1 017	355 388	68 285	287 103
Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS	(6 980)			(6 980)	
Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2007	349 425	1 017	348 408	61 305	287 103
Ajustement sur la base de la juste valeur					(117 887)
Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2007					169 216
Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2006	336 384	1 568	334 816	52 078	282 738
Ajustement sur la base de la juste valeur					(113 704)
Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2006					169 034

¹ Les montants indiqués dans cette colonne seront intégralement décaissés en 2008.

État des prêts

8. Programme spécial pour l'Afrique: état récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale¹ Aux 31 décembre 2007 et 2006

		Prêts approuvés en milliers de DTS			Valeur en milliers de USD			
		Au 1 ^{er} janvier 2007	Prêts annulés	Au 31 décembre 2007	Au 1 ^{er} janvier 2007	Prêts annulés	Variation de change DTS/USD	Au 31 décembre 2007
1986	DTS	24 902		24 902	37 449		1 795	39 244
1987	DTS	41 292		41 292	62 098		2 975	65 073
1988	DTS	34 770		34 770	52 289		2 506	54 795
1989	DTS	25 756		25 756	38 734		1 855	40 589
1990	DTS	17 370		17 370	26 122		1 252	27 374
1991	DTS	18 246		18 246	27 440		1 314	28 754
1992	DTS	6 952		6 952	10 455		501	10 956
1993	DTS	34 570	(156)	34 414	51 989	(246)	2 491	54 234
1994	DTS	16 320		16 320	24 543		1 176	25 719
1995	DTS	6 135		6 135	9 227		440	9 667
Total	DTS	226 313	(156)	226 157	340 346	(246)	16 305	356 405

¹ Les prêts étant libellés en DTS, leur montant cumulé a été converti, dans le bilan, au taux de change DTS/USD au 31 décembre 2007, soit 1/1,57591. Étant donné que les prêts ont été chiffrés au 31 décembre 2006 au taux alors en vigueur de 1/1,50387, leur valeur en dollars des États-Unis a augmenté de 16 305 000 USD, du fait de l'évolution des taux de change entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007 (entre 2005 et 2006, la valeur des prêts en dollars des États-Unis avait augmenté de 17 549 000 USD).

9. Programme spécial pour l'Afrique: structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale, selon la durée résiduelle Aux 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

Durée résiduelle	2007	2006
Moins de 1 an	10 384	10 287
1-2 ans	9 165	8 861
2-3 ans	9 165	8 861
3-4 ans	9 165	8 861
4-5 ans	9 165	8 861
5-10 ans	45 825	44 306
10-15 ans	45 825	44 306
16-20 ans	45 825	43 614
21-25 ans	45 825	43 357
Plus de 25 ans	56 759	61 424
Total	287 103	282 738

10. Programme spécial pour l'Afrique: Etat récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, par monnaie Aux 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

Monnaie de remboursement	2007	2006
USD	168 410	170 698
Euro	118 693	112 040
Total	287 103	282 738

11. Programme spécial pour l'Afrique: Etat récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt Aux 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

	2007	2006
Conditions particulièrement favorables	287 103	282 738
Conditions intermédiaires	-	-
Conditions ordinaires	-	-
Total	287 103	282 738

État des dons – FIDA seulement

Aux 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

	<i>Dons non décaissés au 1^{er} janvier</i>	<i>Dons entrés en vigueur</i>	<i>Variations en 2007</i>			<i>Dons non décaissés au 31 décembre</i>
			<i>Décaissements</i>	<i>Annulations</i>	<i>Effet de change</i>	
Programme de coopération élargie/organisations non gouvernementales	380	-	(63)	(157)		160
Composantes	8 011	5 045	(1 322)	(206)	681	12 209
Cadre pour la soutenabilité de la dette	-	14 836	(1 905)	-	-	12 931
Recherche	45 825	41 393	(34 310)	(1 360)		51 548
Total 2007	54 216	61 274	(37 600)	(1 723)	681	76 848
Ajustement sur la base de la juste valeur						(10 888)
Total 2007 en juste valeur						65 960
Total 2006	48 386	30 428	(24 149)	(767)	318	54 216
Ajustement sur la base de la juste valeur						(4 849)
Total 2006 en juste valeur						49 367

État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

Le tableau ci-dessous présente le montant cumulé, au 31 décembre 2007, des allègements de dette déjà consentis et des allègements estimatifs futurs au titre de l'Initiative PPTTE initiale et renforcée:

	Allègements consentis au 31 décembre 2007		Allègements futurs approuvés par le Conseil d'administration		Total	
	Principal	Intérêts	À la charge du FIDA Principal	Intérêts	À la charge de la Banque mondiale	
Pays parvenus au point d'achèvement						
Bénin	4 110	1 506	149	48	398	6 211
Bolivie	5 900	1 890				7 790
Burkina Faso	4 473	1 948	815	254	2 171	9 661
Burundi			16 480	2 771		19 251
Cameroun	323	139	874	191	2 162	3 689
Éthiopie	5 123	1 950	5 143	1 289	13 059	26 564
Ghana	4 494	2 057	3 662	968	9 400	20 581
Guyana	1 526	299				1 825
Honduras	1 077	767				1 844
Madagascar	2 921	925	1 616	385	4 062	9 909
Malawi	820	265	6 458	1 383	15 918	24 844
Mali	6 211	2 431				8 642
Mauritanie	4 290	1 496	1 390	360	3 551	11 087
Mozambique	7 179	2 681	1 557	357	3 887	15 661
Nicaragua	7 345	538	69	23	186	8 161
Niger	2 384	864	2 848	633	7 067	13 796
Rwanda	2 003	724	9 272	2 225	8 157	22 381
Sao Tomé-et-Principe	75	22	4 485	714		5 296
Sénégal	2 247	882				3 129
Sierra Leone	2 895	904	8 048	1 469		13 316
Tanzanie, République-Unie de	6 037	2 583	2 208	551	5 602	16 981
Ouganda	10 201	4 094	737	195	1 891	17 118
Zambie	3 524	1 223	5 180	1 241	13 037	24 205
Pays parvenus au point de décision						
Tchad			1 713	427		2 140
Congo			8	92		100
République démocratique du Congo	1 504	245	5 894	2 164		9 807
Gambie			2 427	628		3 055
Guinée			7 371	1 747		9 118
Guinée-Bissau			3 417	966		4 383
Haïti			2 093	533		2 626
31 décembre 2007 DTS	86 662	30 433	93 914	21 614	90 548	323 171
Moins les allègements d'intérêts non échus (y compris les intérêts à la charge de la Banque mondiale)						(39 628)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2007 (en milliers de DTS)						283 543
31 décembre 2007 USD	125 923	43 996	148 004	34 059	142 696	494 680
Total moins les allègements d'intérêts non échus (y compris la Banque mondiale)						(62 449)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2007 (en milliers de USD)						432 231
Ajustement sur la base de la juste valeur			(49 818)			
31 décembre 2007 en juste valeur			98 186			
31 décembre 2006 DTS	64 977	23 506	185 783	45 531		319 797
Moins les allègements d'intérêts non échus						(45 531)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2006 (en milliers de DTS)						274 266
31 décembre 2006 USD	93 062	33 496	279 393	68 474		474 425
Moins les allègements d'intérêts non échus						(68 474)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2006 (en milliers de USD)						405 951
Ajustement sur la base de la juste valeur			(95 989)			
31 décembre 2006 en juste valeur			183 404			

État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)

Ventilation des dépenses d'exploitation du FIDA par source budgétaire principale:
Pour les exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006 (en milliers de USD)

	<i>Budgets administratifs¹</i>	<i>Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP)</i>	<i>Plan d'action</i>	<i>Dépenses directes²</i>	<i>Autres sources³</i>	<i>Total</i>
Rémunération du personnel (salaires et prestations)	61 433	4 580	451	114	3 775	70 353
Dépenses administratives courantes	11 696	4 887	479	240	13 350	30 652
Consultants et autres coûts salariaux (hors personnel permanent)	7 818	13 800	2 198	60	165	24 041
Institutions coopérantes	36	12 189	60	-	(76)	12 209
Frais financiers directs (banques et placements)	-	-	-	3 445	-	3 445
Total 2007	80 983	35 456	3 188	3 859	17 214	140 700
Total 2006	68 155	34 154	1 332	4 068	13 945	122 014

¹ Il s'agit des budgets administratifs du FIDA et de son Bureau de l'évaluation; les chiffres comprennent les dépenses non récurrentes et les montants reportés.

² Charges directes imputées sur le produit des placements.

³ Inclut les dépenses remboursables par le Gouvernement italien, le Programme pilote relatif à la présence sur le terrain et les positions financées par les commissions de service.